

# Les Politiques de l'Énergie et l'Écologie Politique

(Armand de Callatay, avril 2014)

## Une politique énergétique étrange

Jusqu'en 1990, l'énergie était gérée de façon compréhensible. On générait de l'électricité à partir des combustibles fossiles, puis on y a ajouté la production du nucléaire civil. Depuis, des campagnes médiatiques ont prétendu qu'il fallait tenir compte de contraintes nouvelles : le réchauffement climatique (une hypothèse exagérée car la température globale s'accroît très lentement ou pas du tout) et l'épuisement à court terme des réserves fossiles (une crainte exagérée car l'estimation de ces réserves augmente plutôt qu'elle ne diminue).

La gestion des énergies a alors été basée sur des justifications idéologiques au lieu d'être traitée comme un problème économique classique par des considérations technologiques et économiques. Elle permettrait de sauver la planète ! La gestion est ainsi devenue difficile à interpréter.

Pour comprendre la politique énergétique de notre époque, cette étude propose une explication des événements dans un contexte historique étendu.

Quels sont les problèmes technologiques actuels des industriels du pétrole ? Ils produisent trop de gaz naturel et pas assez de pétrole par rapport à la demande.

## Le pétrole dans la politique énergétique

Les politiques de l'énergie sont confrontées aux problèmes spécifiques de l'industrie gazière, laquelle est intégrée à l'industrie pétrolière. Le gaz naturel est actuellement excédentaire en raison du mode d'exploitation technologique du pétrole. En effet, les pétroliers prospectent en forant à grande profondeur dans les régions propices mais, tous les grands gisements ayant été déjà découverts, ils doivent forer dans des endroits moins prometteurs. Ils y trouvent plus de gaz naturel que de pétrole par rapport à la demande du marché. L'exploitation du gaz de schiste fournit aussi trop de gaz et trop peu de pétrole.

L'industrie pétrolière est amenée ainsi à produire trop de gaz naturel car c'est le seul moyen de produire en même temps suffisamment de pétrole pour lequel la demande est forte. L'industrie pétrolière a donc un surplus de gaz naturel et doit stimuler la demande pour ce gaz. Le gaz naturel était brûlé dans des torchères, ce qui était un gaspillage d'énergie. Une politique pour stimuler l'utilisation du gaz naturel améliore donc cet aspect environnemental.

Le gaz naturel se stocke dans les réservoirs naturels des couches géologiques dont on a extrait le pétrole ou le gaz. Ces réservoirs sont limités et il est techniquement difficile de stocker du gaz au delà de la consommation de un ou quelques mois. Il faut rapidement vendre ce qui a été produit.

## Le dilemme des pétroliers

Quelle politique adopter pour vendre les surplus de gaz et pour que le marché soutienne les prix ? Les stratégies doivent-ils laisser le marché évoluer librement ou agir pour stimuler la demande de gaz naturel ?

Ce papier s'inspire de ce que l'on a observé dans le monde, ce qui guide la spéculation sur les manœuvres que les pétroliers auraient pu imaginer. Personne ne peut prouver si les opérations secrètes suggérées ici ont vraiment eu lieu mais une recherche exhaustive de la vérité doit aussi étudier la possibilité de manipulations complexes et élaborées.

L'industrie pétrolière peut accumuler ses profits au niveau international sans qu'aucun gouvernement n'ait le pouvoir de le contrôler. Elle a donc des moyens presque illimités (et occultes)

pour camoufler l'argent distribué à ses lobbies. Elle a les moyens de s'assurer la collaboration des meilleurs experts pour sélectionner ce qui est utile pour continuer à alimenter le monde en énergie tout en faisant survivre l'industrie gazière.

Les pétroliers ont probablement enrôlé les plus astucieux organes de relations publiques (les plus puissants lobbies) pour convaincre les autorités politiques et les populations du devoir impérieux d'adopter des méthodes ambitieuses pour sauver le climat et le monde (et rendre rentable l'exploitation du gaz naturel). Ces méthodes sont présentées comme un mal nécessaire. Ceux qui se consacrent au noble idéal de sauver la planète ont le devoir de mettre en œuvre ces méthodes, même si les effets secondaires sont inconnus et probablement rédhibitoires.

## Comment vendre le gaz naturel excédentaire ?

Qui sont les grands consommateurs potentiels pour absorber la production régulière de gaz naturel à vendre ? C'est la génération d'électricité qui est le grand débouché mais ce créneau était déjà occupé par le nucléaire et par le charbon. C'est pourquoi les pétroliers ont imaginé *deux histoires « énormes » et complémentaires*, mais qu'ils ont fait avaler par une incroyable campagne de relations publiques. Faire croire, un, que le nucléaire est intrinsèquement dangereux et, deux, que le CO2 excédentaire que la combustion du charbon génère va provoquer un réchauffement catastrophique de la Terre.

Les comploteurs qui ont conçu cette remarquable arnaque semblent être deux milliardaires : Maurice Strong, un pétrolier canadien, aussi dirigeant à l'ONU. Il a été aidé par le fameux escroc, Ken Lay (Le cerveau qui a conçu le fonctionnement d'Enron, une société américaine qui vendait et achetait de l'électricité et qui s'est illustrée par une gigantesque faille frauduleuse).

## A-t-on provoqué des accidents nucléaires ?

### Faire peur en démontrant les dangers du nucléaire

La première histoire a permis de supprimer la concurrence du nucléaire en faisant croire que le nucléaire (même civil) était irrémédiablement dangereux.

Les pétroliers semblent avoir employé des méthodes assez osées, par exemple en sabotant la centrale nucléaire de Three Mile Island mais ils ont été particulièrement machiavéliques pour camoufler qu'ils étaient derrière les manœuvres et pour faire croire qu'il s'agissait d'un accident.

### L'accident de Three Mile Island (TMI)

34 ans après l'accident, on n'a pas encore élucidé clairement ce qui s'était passé et des versions différentes des événements se trouvent sur les sites Wikipedia français et anglais (Chercher : Three Mile Island : Accident).

Dans la version anglaise, on assiste à une succession improbable de pannes techniques, sauf si les techniciens qui venaient d'effectuer un entretien de la centrale les avaient préparées.

Les opérateurs ont d'abord effectué une procédure routinière pour nettoyer un filtre encrassé, mais cela a déclenché un arrêt d'urgence automatique du réacteur.

Ensuite, une « *valve de sécurité s'est coincée en position ouverte en raison d'un défaut mécanique et cela a permis à l'eau de refroidissement de sortir du circuit primaire.* » Pour stopper cette fuite grave qui laissait le réacteur se réchauffer dangereusement, il fallait arrêter les pompes qui éjectaient l'eau.

« *Une fois que les pompes secondaires ont été stoppées, trois pompes auxiliaires devaient démarrer automatiquement, mais les vannes avaient été fermées pour une maintenance de routine.* » La fermeture de ces vannes, une faute grave et inimaginable dans les procédures de sécurité, a-t-elle été un sabotage ? Ni la justice, ni les médias n'ont osé développer cette hypothèse.

Le système de secours d'eau de refroidissement des générateurs de vapeur avait été testé 42 heures avant l'accident. Lors de ce test, les vannes avaient été fermées, et devaient être rouvertes à la fin du test. Mais cette fois, suite à une négligence humaine ou administrative (ou à un sabotage assez diabolique), les vannes ne furent pas rouvertes, empêchant le système de refroidissement de secours de fonctionner.

Les opérateurs ne disposaient pas, à cette époque, d'instruments indiquant précisément ce qui se passait dans la zone radioactive (comme l'état des vannes manuelles et la quantité d'eau dans les cuves).

Les enquêtes ont montré que les opérateurs avaient réagi selon leurs instructions et n'avaient commis aucune erreur par rapport à ce qu'ils étaient sensés faire. Les salles de contrôle ont été perfectionnées depuis.

La thèse du sabotage n'est pourtant pas si incroyable dans un pays civilisé où deux frères Kennedy ont été assassinés l'un après l'autre sans qu'on puisse établir les dessous de ces deux affaires.

Cette catastrophe nucléaire de TMI était d'ampleur limitée : fusion du cœur du réacteur et donc perte de l'investissement dans la centrale. Par contre, il n'y a eu aucune fuite radioactive et aucun mort ou blessé. Les saboteurs avaient choisi une méthode sans grands risques.

Cet accident fut exploité par les médias, ce qui a eu un effet néfaste pour l'industrie nucléaire. De nombreuses études furent commanditées pour expliquer l'accident mais ces travaux ont été orientés surtout pour démontrer, à partir de cet exemple, que le nucléaire est intrinsèquement dangereux.

## Une exploitation de l'accident préparée à l'avance

Le « *Syndrome chinois* » est un film sur une catastrophe nucléaire, qui est sorti 12 jours avant l'accident. Les producteurs n'avaient pas lésiné sur la dépense, engageant les plus grands acteurs du moment. Jack Lemmon jouait le rôle d'un dirigeant de centrale nucléaire, dont le grand patron essaie de nier un accident nucléaire caché, et ne prend pas les mesures pour empêcher de le transformer en catastrophe.

Le film préfigure ce qui arrivera à TMI, mais en le rendant plus inquiétant à cause d'un dirigeant corrompu ou inconscient. Jane Fonda, une journaliste de télévision, rend l'histoire plus véridique, en commentant la scène avec son cameraman, Michael Douglas, malgré les consignes de garder l'accident secret.

La coïncidence du film et des événements réels est troublante. Des spectateurs ont cru que le film était un documentaire sur ce qui s'était passé à TMI. Le film se termine pourtant comme une œuvre de fiction : le cœur en fusion du réacteur s'enfonce dans la Terre jusqu'en Chine, d'où le titre.

## La campagne antinucléaire continuée sans relâche

Il n'y a eu aucun irradié à TMI mais on a évacué la population en donnant une grande publicité médiatique à cette manœuvre inutile. Cet accident industriel était moins grave que les accidents usuels des époques anciennes. On était habitué à ce que de nombreux ouvriers meurent d'accidents du travail, qu'il s'agisse de chantiers pour construire des cathédrales ou le château de Versailles ou, plus tard, d'accidents mortels dans les mines, la sidérurgie ou les manufactures.

Les fabrications militaires étaient particulièrement meurtrières. La fabrication de poudre et de canons était parmi les métiers les plus dangereux. En 1970, les réacteurs russes servaient à préparer du plutonium pour les bombes atomiques. L'accident de Tchernobyl se passe dans une usine produisant en fait des armes militaires. Les ateliers de fabrications militaires sont souvent construits dans un contexte d'urgence militaire et sans que la sécurité ait une priorité.

Depuis lors, les médias rendent catastrophique tout ce qui concerne le nucléaire. La réaction de la presse à la catastrophe de Fukushima est remarquable par sa rapidité. Les premiers comptes-rendus de l'accident étaient déjà déformés. On a fait croire qu'il y avait eu des morts dus aux réacteurs de Fukushima, en présentant les événements de façon à susciter la confusion de

l'accident nucléaire avec le tsunami qui avait fait des dizaines de milliers de morts. Jusqu'à maintenant, les médias prolongent un discours alarmiste à propos de la gestion de l'accident nucléaire et oublient le tsunami qui était l'événement meurtrier.

## Les enjeux économiques

En 1980, on prévoyait de doubler le nombre de centrales nucléaires (400) dans le monde. Chacune coûtait 3 milliards de dollars. L'accident de TMI a effectivement arrêté la construction de nombreux réacteurs nucléaires en cours ou en projet, et a ainsi éliminé un concurrent qui aurait pu gagner un marché occidental de plus d'un trillion de dollars au dépens du gaz naturel dont le prix se serait effondré car celui-ci aurait été moins utile.

Quelles parts du marché restant de l'électricité seront-elles prises par le charbon et le gaz naturel ? Cela représente un marché occidental d'au moins un trillion de dollars. Il ne faut pas s'attendre à ce que les concurrents se fassent des cadeaux. La lutte se passera surtout sur le plan des autorisations administratives. Aux États-Unis, le Président contrôle l'EPA (Environment Protection Agency), laquelle aurait le pouvoir d'interdire ou de taxer le charbon comme trop polluant. Pour cela, l'Administration doit prendre préséance sur le Congrès. Qui a intérêt à donner un pouvoir équivalent aux nouvelles institutions européennes, lesquelles sont impatientes d'accroître leur pouvoir sur les questions environnementales ? Des décisions sur le charbon ou le gaz de schiste valent un trillion de dollars. Les critères techniques ou environnementaux auront peu de poids dans ces décisions économiques. Les lobbies ont du travail.

## Les vannes fermées de Fukushima

Après le Tsunami (mars 2011), les générateurs diesel pour fournir du courant en cas de panne générale furent inondés de même que les batteries de secours. Les systèmes de sécurité des réacteurs prévoient que, sans électricité, le refroidissement par eau soit continué par gravité entre un condenseur froid au sommet de la centrale et le réacteur chaud. Ces condenseurs contiennent une réserve d'eau qui maintient un niveau d'eau suffisant dans les réacteurs, eau qui est ensuite réalimentée par la vapeur produite par les réacteurs surchauffés même sans pompes. Ce circuit de refroidissement permet d'empêcher la fusion des réacteurs pendant une ou plusieurs dizaines d'heures jusqu'à ce que la réaction nucléaire résiduelle ne produise pas plus de chaleur que le refroidissement sans pompes.

Mais les vannes des condenseurs se fermaient en cas de perte de courant et devaient être rouvertes par une opération manuelle. (Ce point reste encore obscur). Étrangement, les opérateurs japonais n'avaient pas appris que ces vannes se fermaient automatiquement quand il n'y avait plus de courant. (L'observation directe était impossible car la plupart des instruments donnant l'état de la centrale ne fonctionnaient pas sans électricité, ou, plus grave, donnaient des indications fausses). Les opérateurs semblaient ignorer qu'une manœuvre manuelle était alors cruciale pour rouvrir les vannes (une procédure pourtant citée et mise en évidence dans les explications de l'accident de TMI).

Il est inquiétant que, dans un pays aussi civilisé que le Japon, aucun technicien parmi les opérateurs n'avait étudié la sécurité des centrales au point de s'être intéressé à ce qui n'était pas de sa responsabilité directe mais qui lui aurait permis de comprendre le fonctionnement du condenseur et donc de ce niveau supérieur de sécurité et de pouvoir imposer la manœuvre adéquate.

## Gestion des catastrophes

Dans un débat lors de l'accident de la navette Challenger, le physicien Feynman avait rapidement compris ce qui s'était produit, mais, malgré son talent de professeur, il n'a pas pu immédiatement imposer sa version à la commission d'enquête. Les traditions militaires de commandement, en usage en cas de catastrophe au Japon et ailleurs, ont un rôle qu'il faudra élucider car ces pratiques restreignent le poids des avis techniques par rapport aux attitudes autoritaires.

Quoi qu'il en soit, Tchernobyl et Fukushima semblent des accidents industriels dus à des technologies complexes mal

maitrisées. Il ne semble pas s'agir de sabotages. Sinon, il faudrait admettre que des opérateurs auraient sciemment provoqué une opération suicidaire. Il semble que ce soit l'ignorance qui explique les opérations des techniciens moscovites qui ont provoqué l'accident de Tchernobyl en déconnectant les sécurités sans comprendre les conséquences de ce qu'ils faisaient sur un processus divergent. Rien n'indique une mentalité de martyr, comme celles des futurs pilotes d'avions lancés contre les tours du World Trade Center.

Les lobbies de l'AGW sont en permanence prêts à exploiter tout accident nucléaire. Ils ont rapidement profité de Fukushima pour une exploitation médiatique, exagérant les dégâts. L'accident nucléaire de Fukushima a été une perte financière mais n'est pas catastrophique en ce sens qu'il n'a pas causé de morts. C'est le tremblement de Terre, suivi du Tsunami, qui est considéré comme la vraie catastrophe par les Japonais.

## L'expansion bloquée du nucléaire

L'Angleterre a décidé en 2013 de construire des centrales nucléaires bien que la Communauté européenne (poussée par ses lobbies) essaie d'interdire la procédure de paiement de l'électricité de base qui est calculée pour revenir au même prix que les renouvelables intermittent, mais avec des paiements sur 35 ans pour des installations ayant prouvées qu'elles ont une durée de vie de 60 ans (qui sera probablement de 70 ans suite aux connaissances acquises sur les réacteurs actuels).

La Commission européenne va-t-elle conclure que le programme nucléaire anglais (à Hinkley Point) n'est pas compatible avec les règlements sur les aides d'État européennes ? Günther Oettinger, le commissaire européen à l'énergie, a prévenu en novembre 2013 que des 'Feed-in tariff (FIT)' peuvent être un problème s'ils s'étendent sur 35 ans pour des centrales nucléaires, ce qui est à réconcilier avec la règle européenne que ces FITs sont admis s'ils s'étendent sur 15 ans pour des éoliennes ayant une durée de vie de 15 ans, pendant laquelle on a observé une perte significative de rendement.

## Le financement du nucléaire

L'investissement pour le nucléaire a une durée de vie prouvée pour 60 ans (et estimée à 70 ans) mais se rembourse en 35 ans en Angleterre. Le capital pour le nucléaire revient ainsi deux fois moins cher. « L'électricité intermittente » se vend deux fois moins chère que « l'électricité de base » du nucléaire. Ce prix moindre pour l'intermittent s'explique par la nécessité d'avoir un système de backup dont le prix doit être déduit de celui du marché. Au total, l'énergie nucléaire est ainsi de l'ordre de 3 à 4 fois moins chère que l'énergie éolienne. Les écologistes clament cependant que le nucléaire est plus cher que l'éolien.

Les centrales de backup fournissent une « énergie à la demande » à base de gaz naturel ou de charbon mais avec un rendement réduit à cause du fonctionnement cyclique imposé. Comme les centrales thermiques ne sont sollicitées que pour 82% de l'énergie (pour un taux de charge de 18%), le capital des centrales de backup ne peut être amorti que sur 82% du temps et non sur 100% comme pour les centrales thermiques normales. Les lobbies gaziers ont imaginé une taxe carbone pour rendre le charbon plus cher que le gaz naturel mais cela avantage le nucléaire et les gaziers russes.

Le nucléaire nécessite des investissements globaux à long terme et donc un accord sur un vaste financement en une fois, plus difficile à obtenir que pour des petits montants pour chaque projet de renouvelable.

## Rentabilité des générateurs d'électricité

### Le taux de charge des éoliennes

Un calcul précis de l'éolien doit tenir compte du prix du backup toutes les fois que le vent est moindre que son optimum. Le taux de charge est égal à l'énergie fournie divisé par la puissance maximum de l'aérogénérateur multiplié par 24 heures et par 365 jours, soit 8760. Les compteurs d'énergie sont difficiles à trafiquer, donnant par exemple 4,73 GWh/an pour un

aérogénérateur actuel. Par contre, mesurer la puissance électrique consiste à lire une plaque (dont les indications ont été prouvées fausses en Belgique). En Wallonie, les données officielles donnent :  $4,73 \text{ GWh} / (8760 * 3 \text{ MW}) = 24\%$  mais les données techniques sont plutôt :  $4,73 \text{ GWh} / (8760 * 4 \text{ MW}) = 18\%$ . La différence s'explique par le fait que les puissances nominales sont systématiquement diminuées à 75% de leur valeur, une triche rendue possible parce qu'aucun officiel n'a le droit de les vérifier. Cela permet aussi aux lobbies de faire croire que les taux de charge justifient l'éolien loin du littoral. Les taux de charge passent de 24% à 18% en franchissant la frontière entre la Wallonie et l'Allemagne.

En calculant des coûts sans taxes ni subsides, on conclut que les renouvelables ne pourront concurrencer l'énergie traditionnelle que s'ils bénéficient de suffisamment de subsides et si par conséquent les lobbies ont assez de ressources pour faire adopter ces aides artificielles compensant ce manque de compétitivité.

## Énergies renouvelables, nucléaires ou autres ?

L'Angleterre s'est rendu compte qu'il faut se méfier du pouvoir européen dans de nombreux domaines, surtout ceux qui ont été dictés par la pensée unique concoctée par des lobbies ayant caché leurs buts réels. Ce pouvoir européen a montré ainsi qu'il est influencé par des lobbies plutôt que par des principes de justice ou d'efficacité. Le traitement du cas nucléaire montrera quels lobbies ont le plus de poids. La Chine, un concurrent économique, emploie du nucléaire (30 réacteurs en construction, 17 en opération) en plus du charbon.

<http://www.world-nuclear.org/info/Country-Profiles/Countries-A-F/China--Nuclear-Power/>

La Belgique a encore une expertise internationalement valable en matière nucléaire, expertise qui va se perdre si la politique énergétique actuelle (Sortie du nucléaire) n'est pas inversée. Il est nécessaire de prévoir un backup supplémentaire pour contrebalancer la réduction du nucléaire. D'une part, l'Allemagne a choisi des centrales au charbon plus émettrices de gaz à effet de serre (GES) et surtout de pollution toxique que la Wallonie qui emploie des centrales au gaz et qui semble donc plus soucieuse de la santé de sa population. D'autre part, si le pouvoir d'achat est plus important que le taux de CO2 dans l'air, l'Allemagne rend ses citoyens plus riches car le coût au kWh est, disons, deux fois moins élevé avec du charbon qu'avec du gaz naturel.

La propagande écolo espère qu'un livre « Les dossiers noirs du nucléaire français » (Presses de la cité) va renouveler les peurs d'accidents qui pourraient arriver en Europe, provoqués par des tremblements de terre, des inondations ou des tsunamis. Sur le thème : « Fukushima a montré que l'improbable était possible, » ce livre et des actions d'accompagnement (tels que des films de propagande antinucléaire sur ARTE) devraient renouveler la peur du nucléaire avant les méga-élections de mai 2014. Espérons qu'il n'y ait plus de sabotages.

## Les manifestations de Greenpeace international

Greenpeace tente régulièrement d'envahir les sites nucléaires et d'y placer des messages sur les cheminées de refroidissement (qui ne sont pas des lieux dangereux et sont donc peu protégées). L'ONG lutte contre la prolongation des durées de vie, qui sont provisoirement de 40 ans mais dont les concepteurs avaient prévu des extensions à 60 ans si le vieillissement ne présentait pas d'anomalies. Les sponsors de Greenpeace espèrent empêcher le léger investissement pour financer la prolongation, laquelle est extrêmement rentable pour les usagers, et, à la place, faire accepter d'énormes investissements pour des énergies renouvelables non rentables, sauf pour les promoteurs éoliens.

## Où sont les placements rentables ?

Ce n'est pas le capital qui manque dans l'économie actuelle de l'Occident. Il y a accumulation d'argent sur les comptes d'épargne de gens qui doivent économiser d'autant plus pour leur retraite qu'ils survivront de plus en plus longtemps grâce aux progrès de la médecine. Ce qui manque, ce sont les

placements rentables car non seulement les salaires mais les placements doivent être taxés pour payer les subsides et les fonctionnaires indispensables à une économie dirigiste alors qu'une économie libre survivrait sans devoir dépendre autant de parasites, laissant assez de ressources pour rentabiliser les placements en capital.

## L'alarmisme lié au climat

La seconde histoire, imaginée par les Machiavels du pétrole, est encore plus élaborée. Le message alarmiste est le suivant : *La planète Terre est menacée de réchauffement climatique, ce qui ferait monter le niveau des océans et ce qui rendrait la Terre trop chaude pour rester habitable !* Tout climat présente des extrêmes effrayants, qu'il d'agisse de canicules, de sécheresses, d'inondations, de tornades ou d'hivers rigoureux. L'évolution du climat a toujours présenté des épisodes catastrophiques. Des images de la diminution des glaciers servaient à prouver un réchauffement. C'est devenu moins croyable depuis qu'un autre aspect du climat a changé et qu'il a fort neigé durant l'hiver. On s'est rendu ainsi compte que la croissance des glaciers dépendait plus des précipitations hivernales que de la température. La manipulation supposait aussi que les hommes pouvaient influencer le climat en cessant d'émettre des gaz à effet de serre.

## CO2 et réchauffement

L'effet de serre du CO2 provoque un réchauffement théorique difficile à chiffrer. Est-il négligeable ou significatif ? C'est une question qui est loin d'être résolue. Le principal gaz à effet de serre (GES) est la vapeur d'eau qui dépend de l'évaporation et de la formation de nuages. Ces transformations sont en partie aléatoires et ont des effets complexes et assez importants pour rendre insignifiant l'effet du CO2.

## Quelle influence les hommes ont-ils sur le climat ?

Un puissant lobby a financé la diffusion de la théorie du *réchauffement climatique dont l'homme est responsable (Anthropic Global Warming, AGW)* ? Pour l'identifier, cherchez à qui profitent les actions pour prévenir l'AGW.

D'après cette théorie mal étayée, un réchauffement terrestre serait dû surtout au CO2 émis dans l'atmosphère par les combustibles fossiles que les hommes brûlent en quantité croissante. Un calcul simpliste montrait que le rôle de l'activité solaire est négligeable mais des études plus sophistiquées ont montré que l'activité magnétique du soleil peut avoir des conséquences indirectes. Cette activité peut modifier la propagation des rayons cosmiques, ce qui influence la formation de nuages, ce qui a une influence significative sur le climat.

Un argument justificatif était celui-ci : Le réchauffement apparaît en même temps que l'augmentation du CO2, ce qui servait de preuve d'une liaison de cause à effet, une preuve peu convaincante pour les scientifiques qui sont informés que l'augmentation de température précède l'augmentation de CO2 de quelques centaines d'années.

## L'invention du GIEC

Pour faire croire à un effet anthropique, les lobbies de l'AGW ont employé des grands moyens en enrôlant des scientifiques, souvent à leur insu. Voici comment se déroulent ces manœuvres. L'ONU cherchait une nouvelle justification de son rôle, rôle qui s'était amenuisé depuis la fin de la guerre froide. L'ONU a alors trouvé une nouvelle raison d'être pour un organisme international, une nouvelle « cause noble » : « Organiser la lutte pour préserver le climat mondial ».

L'ONU a sélectionné un groupe d'experts chargés de chercher les preuves scientifiques de la thèse de l'AGW, une façon de spécifier un travail plutôt politique que scientifique. Il est révélateur que les médias aient célébré les travaux du GIEC malgré l'évidence de leur incompétence pour prédire le climat. Leurs prévisions de température ont été en dehors de l'intervalle de 95% de confiance. Peu de prévisionnistes se sont fourvoyés à ce point. Les erreurs ont toutes été dans le sens voulu par l'AGW.

Toutes les projections prévoient des températures très au dessus de ce qui a été observé ensuite.

## Le GIEC est-il scientifique ou politique ?

Il n'y a que quelques membres actifs au GIEC (disons une centaine). Ce sont ceux qui écrivent les rapports essentiels (tels les résumés pour décideurs). Tous les climatologues (plusieurs milliers) sont automatiquement enrôlés dans le GIEC mais souvent à leur insu, puisque les membres actifs peuvent sélectionner et utiliser certains de leurs travaux scientifiques sans leur demander leur avis sur les questions cruciales. Certains s'étonnent de voir comment leurs rapports climatiques sont résumés par ces membres actifs, souvent de façon orientée. Cependant le fait d'être mis en valeur par le GIEC est utile pour bénéficier de nouveaux crédits, une nécessité dans l'organisation actuelle de la recherche

Le GIEC s'est illustré par un grand nombre d'erreurs ou même de désinformations (révélées par le Climategate). Les rapports du GIEC ne sont pas des rapports scientifiques mais politiques. La plupart des membres actifs sont nommés par les gouvernements pour des motifs politiques et non scientifiques. Les membres importants ont été sélectionnés parce qu'ils étaient convaincus que seule l'écologie pouvait sauver la planète et qu'ils défendaient leur vue avec une mentalité de fanatiques. Plusieurs membres actifs du GIEC sont membres d'ONG environnementales, comme Greenpeace, et certains n'ont même pas une formation scientifique. Le GIEC n'est pas une autorité scientifique.

## Transformer l'écologie en une religion

### Dogmatisme, sponsoring et principes éthiques ?

Effrayer les gens avec le réchauffement climatique et la montée des mers s'est révélé insuffisant pour changer la politique énergétique dans le sens demandé par les lobbies gaziers. Les scientifiques sérieux ne pensaient pas qu'on pouvait prévoir comment le climat évoluerait sur un temps long et ils jugeaient que le réchauffement climatique observé n'avait rien d'inquiétant.

Comme le dogme choisi était que la Terre se réchauffe, il fallait une sorte de révolution pour protéger le climat, ce qui, d'après le dogme, exigeait qu'on cesse de générer de l'électricité à partir de charbon. Il fallait une action politique pour des décisions injustifiées du point de vue scientifique. La solution était donc de créer un parti ayant le but étrange (et donc un but à camoufler) de lutter contre le charbon en plus du nucléaire. Vers 1990, un nouveau parti politique, l'écologie politique, a été créé. Il a reçu des financements conséquents permettant de l'organiser et de le faire connaître au niveau européen. Les membres sont sélectionnés en fonction de leurs dons de communication politique et de leur conviction que les dogmes écologiques sont aussi indiscutables que ceux d'une religion.

Le dogme du changement climatique n'était pas facile à admettre facilement car, en 1970, on enseignait que la Terre avait subi des cycles de glaciation et de réchauffement et quelques mesures des températures du moment (de 1940 à 1970) montraient que le climat évoluait vers un cycle de glaciation. Vers 1980, des mesures permettaient à nouveau de prétendre que la Terre se réchauffait. Depuis 1998, la Terre ne se réchauffe plus mais cela ne trouble plus des membres choisis pour leur fanatisme et endurcis dans leurs préjugés.

### Exemple de manifeste de l'écologie politique

Nous étudions ici le programme du parti écologique international en analysant le manifeste concocté par la branche francophone de ce parti. (Tous les pays ont des manifestes inspirés de la même source). Cela permet d'étudier comment les principes éthiques se combinent avec les méthodes de propagande.

(Document analysé : *Manifeste Politique Wallon d'Écolo : Pour une transition écologique de la société*, Juin 2013)

[http://web4.ecolo.be/IMG/pdf/manifeste\\_politique\\_ecolo\\_2013v3.pdf](http://web4.ecolo.be/IMG/pdf/manifeste_politique_ecolo_2013v3.pdf)

Le manifeste politique d'Écolo Wallonie émet des avis qui sont des dogmes, car ils sont présentés comme incontestables. Les experts en communications publiques d'Écolo ont inséré dans le manifeste wallon une mise en garde contre l'interprétation qui vient spontanément à l'esprit : « *Les discussions éthiques fondamentales doivent être abordées de manière non dogmatique.* » (Les citations du Manifeste sont reproduites ici en italique). Effectivement, certaines options du manifeste semblent venir d'une volonté supérieure et ne sont ni justifiées, ni discutées. La suite souligne ces étranges dogmes et cherche pourquoi Écolo les cultive.

### Épreuves des fanatiques confrontés à la réalité

L'Europe a, pendant le dernier siècle, été témoin des crises de conscience de ceux qui avaient été enthousiasmés par des idéologies fascinantes et les ont vues disparaître.

Le communisme allait transformer la société en la rendant plus juste et plus égalitaire, apportant le bonheur pour tous. Plus tard, ces militants ont été mis devant le spectacle de ce que ce régime était devenu. Était-ce la faute de Staline ou cela était-il inhérent dans les contradictions de cette idéologie impossible ?

On ne peut pas cacher que de nombreux Allemands avaient été enthousiasmés par les idéaux du nazisme, lesquels ne pouvaient pas devenir la base d'une société viable, même si le raciste Hitler n'avait pas existé. Qu'ont ressenti les jeunes fanatiques fascistes quand ils ont assisté à la débâcle de ce régime ?

Un effondrement similaire, en moins dramatique, se bornant au plan économique, peut-il atteindre les pays qui consacrent leurs ressources à la mise en œuvre du renouvelable ? Cela fait déjà des ravages en Allemagne, après avoir dévasté l'Espagne. Des pays vont subir la crise économique que l'énergie chère, inhérente à l'idéologie du renouvelable, va provoquer. Comment les enthousiastes qui comptent sauver la planète sous la guidance des maîtres à penser de l'écologie politique vont-ils accepter cette crise lorsqu'ils s'apercevront qu'ils ont été manipulés par des affairistes ?

### Les dogmes écolos du XXIe siècle

Par delà les opinions idéologiques, deux dogmes de l'écologie politique sont assés sans justification. Ils concernent le choix des énergies : *Le dogme antinucléaire* et *le dogme des renouvelables indispensables*. Écolo, adepte de ces dogmatismes, se comporte donc comme un mouvement intégriste.

Dans le langage interne des écologistes, le *mot-code* « renouvelable » désigne l'éolien et le photovoltaïque. Écolo entretient la confusion en donnant deux sens différents au mot renouvelable, l'autre sens incluant l'hydraulique et la biomasse (développé plus loin).

### La sobriété énergétique est-elle nécessaire ?

La civilisation (c'est à dire notre façon de vivre et de faire fonctionner nos industries) est basée sur la disponibilité suffisante de sources d'énergie. L'estimation des ressources fossiles n'a cessé de croître depuis les menaces sur l'épuisement du charbon vers 1870. Actuellement les optimistes pensent qu'il y a encore assez d'énergie fossile pour quelques centaines d'années et qu'il pourrait en avoir beaucoup plus si l'on pouvait exploiter le carbone enterré dans tous les sédiments terrestres ou sous marins et dans les hydrates. D'autre part, une exploitation sûre du nucléaire pourrait fournir une énergie illimitée.

Le nucléaire civil a utilisé les systèmes mis au point pour la production de bombes atomiques, des systèmes où la sécurité n'était pas la priorité. On n'a pas financé de recherches similaires à celles faites pendant la guerre pour mettre au point un nucléaire civil sans danger. Cependant, depuis Tchernobyl, les gouvernements, malgré leurs problèmes budgétaires, ont du admettre qu'il fallait dépenser plus pour la sécurité et les

centrales nucléaires modernes sont plus sûres mais coûtent plus cher tout en restant bien moins chères que du renouvelable.

Comment trouver de l'énergie si l'on est antinucléaire et qu'on est persuadé qu'on va épuiser des réserves fossiles avant d'en trouver un remplacement sûr ? La solution suggérée par le manifeste est de revenir à la période préindustrielle ; « *Nous devons nous engager dans la transition énergétique. Nos sociétés se baseront sur la sobriété, l'utilisation rationnelle de l'énergie, ...* »,

### Raréfaction des ressources naturelles

Les pétroliers ont toujours eu intérêt à être alarmistes et à prédire l'épuisement rapide des énergies fossiles. Ce qui est ainsi artificiellement rendu rare justifie des prix plus élevés. Le lobby gazier subsidie donc le parti de l'écologie politique de même que la nébuleuse des associations environnementales. Ces ONG sont des agences de relations publiques moins onéreuses que des agences professionnelles. Leurs dirigeants camouflent leurs sponsors en prétendant parler au nom de la société civile, c'est-à-dire d'un grand nombre d'idéalistes qui ne comprennent pas l'organisation du monde mais sont animés des bonnes intentions que leur ont prêchées les partisans « de la pensée unique », une vue du monde inculquée dès les écoles primaires.

### Confusion des catégories

Le manifeste utilise une forme subtile d'erreur de catégorisation en groupant des entités différentes dans une catégorie supposée avoir les mêmes propriétés. « *Pour réduire l'empreinte écologique des populations, les politiques publiques doivent soutenir les modes de vie peu consommateurs de ressources naturelles (habitat, production, création, éducation...) tout autant que l'innovation technologique orientée vers cette réduction.* » L'énumération inclut ici des domaines abstraits (tels que « la création » et « l'éducation ») qui ne demandent pas d'énergie physique et qui n'ont rien à faire dans une énumération des ressources énergétiques nécessaires pour « l'habitat » et la « production ». Cette erreur n'est pas due au hasard. Elle répond d'avance (et hors du contexte) à une question à débattre : Le monde moderne peut-il fonctionner avec moins d'énergie ?

### Politique énergétique du renouvelable

#### L'invention du renouvelable

Pour remédier au manque d'énergie, les stratèges verts ont du imaginer une solution durable mais sans réaliser qu'elle a des conséquences pratiques catastrophiques et sans avoir calculé qu'elle a un coût exorbitant. Promouvoir la sobriété détruit l'économie et n'est pas un argument électoral efficace. Peu de gens sont d'accord pour vivre sans chauffage, sans voiture, sans partir en vacances et sans avoir de frigo, de machines à laver et d'autres appareils électriques. Les stratèges de l'écologie politique ont donc du imaginer un autre système qu'ils s'ingénient maintenant à rendre plausible : **le renouvelable**.

Dans le *langage codé* d'Écolo, le renouvelable ne désigne souvent que l'éolien et le photovoltaïque. Dans d'autres communications, les manipulateurs incluent l'hydraulique et la biomasse. La cogénération, qui augmente l'énergie disponible et réduit aussi les émissions de CO<sub>2</sub>, n'est pas classable dans les catégories préconisées, mais cela ne gêne pas les manipulateurs non scientifiques qui préfèrent des définitions ambiguës dont ils peuvent tirer parti.

#### Un dogme : Le renouvelable est indispensable

Le manifeste écolo précise son second dogme ainsi : L'énergie doit venir *exclusivement* du « renouvelable ». « *Nos sociétés se baseront sur la production exclusive d'énergies renouvelables à l'horizon 2050* ». Annoncer des décisions politiques à l'horizon 2050 n'est pas très risqué car des décisions pour des périodes qui dépassent la législature ne sont pas contraignantes. Au cours de ces futures 36 années, un grand nombre de gouvernements successifs vont probablement tout changer. Une déclaration à plus longue échéance que la législature est de la propagande.

La Commission européenne en charge de l'énergie, au lieu d'éliminer immédiatement tous les projets de renouvelables non rentables, envisage de réduire ses objectifs impayables à l'horizon 2020 ou 2030, ce qui permet de faire croire qu'ils cherchent un remède à la catastrophe économique causée par l'énergie chère, alors qu'ils enterrent toute initiative en faisant croire que les objectifs pour le futur proche sont sacrifiés et ne peuvent plus être modifiés. La Commission européenne se permet ainsi de prendre des décisions (qu'elle appelle des engagements) qui s'étendent au delà de la législature en cours bien que ces décisions n'aient pas de valeur légales. La Commission célèbre ainsi les objectifs du renouvelables avec la même dévotion que les lobbies.

L'éolien a baissé de prix quand on a remplacé les petites éoliennes par des éoliennes géantes mais cela provient de ce que ce calcul de prix n'inclut pas les nuisances plus fortes de ces grandes éoliennes. Celles-ci sont, entre autres, incompatibles avec l'utilisation résidentielle ou touristique des zones concernées. Plus les aérogénérateurs sont puissants, plus ils émettent des oscillations à basse fréquence ressenties par les humains, oscillations qui se propagent à très grande distance, comme les signaux des éléphants. Les nuisances de bruit perturbant le sommeil s'étendent jusqu'à 5 km, pour des aérogénérateurs de 3 MW, et plus loin pour les nouvelles éoliennes géantes. La valeur de l'immobilier s'y effondre. Les activités touristiques sont anéanties dans toutes les zones où les paysages sont gâchés par des éoliennes.

L'éolien est une technologie mature, ce qui veut dire que l'on n'imagine plus d'innovations technologiques dans le domaine éolien et qu'on ne pourra plus en diminuer le prix. L'énergie éolienne restera donc plus chère que les autres solutions (fossiles ou nucléaires).

## Les coûts prohibitifs du solaire

L'énergie solaire revient beaucoup plus cher, ce qui la rend peu prometteuse bien qu'elle ait de meilleures perspectives de développement technologique (cellules photovoltaïques moins chères et au rendement amélioré). Mais il faudrait que le prix du solaire, y compris la part du montage des panneaux, soit divisé par 5 pour devenir compétitif, un objectif peu probable.

Les panneaux solaires permettent l'autoconsommation mais les maisons doivent quand même être raccordées au réseau pour assurer une fourniture d'électricité ininterrompue. Quel serait le prix techniquement correct pour un backup réseau qui apporterait cette sécurité ? Pour étudier ce problème, il faut distinguer deux postes dans le prix technique pour le client : un prix fixe pour le réseau qui est lié à la consommation maximum en période de pointe et un prix proportionnel à la consommation. Cette méthode donne la vérité des coûts.

Depuis que les politiciens ont leur mot à dire dans les prix de l'électricité, cette liaison des prix aux coûts réels a été oubliée. La main invisible des théories économiques classiques ne peut donc plus tendre à produire au moindre coût. Suite à des mesures sociales pour aider ceux qui ont peu de revenus, le prix consommateur pour le réseau est souvent devenu proportionnel à la consommation au lieu de correspondre au coût réel.

Les promoteurs du solaire ont ignoré les considérations de l'économie classique. Cela leur permettait de prétendre que l'autoconsommation fournissait un courant gratuit et faisait donc gagner non seulement le prix du courant consommé mais aussi la part du réseau qui disparaissait de la comptabilité. Cette méthode (qui force les autres consommateurs à payer le prix de ce qui s'installe chez les voisins) rend les panneaux solaires plus rentables mais le coût de l'électricité ne correspond plus aux coûts payés par la communauté, ce qui amène une bulle solaire auquel tous les consommateurs doivent contribuer pour avantager ceux qui ont investi dans des panneaux solaires.

L'éolien et le solaire deviendront-ils rentables quand le prix de combustibles fossiles aura augmenté ? Il faudrait que le prix de ceux-ci double ou même quintuple pour arriver à cette limite. D'autre part, les combustibles fossiles pour assurer le backup de l'intermittent augmentent aussi. Les propagandistes verts évitent

que des discussions soient portées à ce niveau de complexité où l'on s'aperçoit que ce genre d'argument ne tient pas la route.

Depuis longtemps, les experts signalent que l'investissement le plus utile et le plus rentable pour économiser l'énergie est d'isoler les bâtiments. Mais cela ne rapporte pas aux politiciens. On peut monnayer l'autorisation d'installer des parcs éoliens. On peut contrôler et taxer la vente de panneaux photovoltaïques. Les autorités ne peuvent pas profiter de l'isolation. On constate que les politiciens (y compris les Écolos) ne favorisent l'isolation qu'au moment des élections.

## Comment financer des entreprises non rentables ?

Le manifeste affirme que les habitants pourront payer le surplus pour le renouvelable grâce à un « accès abordable pour chacun à l'énergie. » Qui va payer pour le supplément de prix du renouvelable ? « Cette transition doit reposer sur un soutien accordé à tous. » Un soutien est un léger impôt pris sur chacun pour subsidier ce qui profite à quelques-uns (les promoteurs du renouvelable). On prend un peu d'argent à chaque citoyen pour le donner à quelques autres, les promoteurs et ceux qui les aident. Personne n'est suffisamment lésé pour justifier une action coûteuse de protestation.

Les subsides donnent l'impression fautive que l'éolien est moins cher, permettant au lobby éolien de cacher que les renouvelables sont hors de prix. Ce n'est pas avec des rentrées artificielles que l'on finance son ménage ou sa politique. En Wallonie, on rend l'électricité plus chère pour les grandes familles pour la rendre moins chère pour les autres. Cette mesure collectiviste ne diminue ni le prix moyen de l'électricité, ni les coûts annexes du travail, un index que les employeurs étudient pour décider s'il est rentable de créer des emplois locaux.

## Incompatibilité du nucléaire et du renouvelable

Le renouvelable a besoin de centrales de backup travaillant en mode cyclique (équivalents à des coups d'accélérateur et des freinages brusques pour compenser les changements de puissance instantanée des énergies intermittentes). Le nucléaire traditionnel n'est pas conçu pour suivre ces changements de régime qui réduisent la durée de vie de ses installations et la bonne utilisation de ses combustibles. Cela est intéressant pour les partisans du renouvelable dont le but réel est de supprimer le concurrent nucléaire. Les manipulateurs qui vantent le renouvelable en profitent pour accuser ceux qui sont opposés à l'éolien comme étant financés par le lobby nucléaire, une propagande antinucléaire qui influence une population qui avait été persuadée que le nucléaire va détruire la vie et la santé de leur descendance.

Les centrales thermiques classiques sont moins rentables quand elles sont utilisées pour le backup. General Electric cite dans sa publicité que ses nouveaux types de centrales perdent moins d'énergie calorifique quand elles se refroidissent suite à une baisse de production et quand elles sont réchauffées pour une pointe de puissance. De nouvelles turbines vapeur perdent moins de rendement quand elles ne travaillent pas à leur régime optimum. En conclusion, le mode backup est de toute façon bien moins rentable.

## Les quotas de renouvelable

La propagande a inventé un but humanitaire auquel peuvent se consacrer les idéalistes. On leur a fait croire que la réduction du CO2 est un but noble et indiscutable. En effet, les médias, soutenus par la coalition AGW, prétendent que cela est indispensable pour laisser à nos enfants une Terre habitable, une opinion discutable. Il y a tant de catastrophes plausibles qui menacent la vie humaine sur Terre que, par comparaison, la gravité d'une augmentation de CO2 est jugée très secondaire par les scientifiques qui ont un peu de bon sens. Cela est d'ailleurs bénéfique pour la végétation et la production agricole.

Les « Électriciens » sont définis ici comme les responsables des entreprises produisant de l'électricité (par du nucléaire ou à partir de combustibles fossiles). Voici comment on les a contraints à utiliser du renouvelable par des règlements. La

coalition a fait voter l'obligation, pour tous les Électriciens, de générer un pourcentage minimum d'électricité à partir d'énergie renouvelable (un **quota**). Ces quotas furent inaugurés par l'ONU, par l'Europe et ensuite par un grand nombre de pays qui se prétendirent contraints par l'ONU ou l'Europe. Ces quotas croissent d'année en année.

Pour justifier ces quotas, le lobby de l'AGW a mené une campagne médiatique de désinformation, développant des arguments incroyables pour faire croire que le renouvelable est indispensable pour que la planète puisse survivre, au point qu'un politicien doive éviter qu'aucune de ses paroles ne puisse être interprétée comme s'il était opposé au renouvelable.

## Comptabilité des quotas

Comment intégrer les quotas dans une comptabilité sérieuse du coût des renouvelables ? Le calcul doit comparer le prix de l'électricité, selon qu'il y a ou non des quotas, c'est-à-dire, le prix de l'électricité avec ou sans l'éolien et le solaire. Cela produit des prix de l'électricité augmentés du simple au triple pour les habitants, par exemple en Allemagne et au Danemark. Du point de vue de la coalition AGW, cette comptabilité anormale fournit un argument utile pour l'arnaque au renouvelable car elle rend d'autant plus difficile de s'accorder sur une façon de calculer le prix des quotas et sur l'importance du bug des renouvelables. Le surcoût des renouvelables est payé seulement par les consommateurs car les industries se sont fait dispenser pour préserver leur compétitivité et l'emploi.

## Les bénéfices des promoteurs

Pour une bonne arnaque, il faut que chaque participant gagne beaucoup d'argent. C'est en distribuant les gains fabuleux de la prohibition que Al Capone a trouvé autant de collaborateurs. Pour l'éolien, il fallait fixer les subsides assez hauts pour que les promoteurs y gagnent des fortunes. C'est surtout la commission occulte sur la vente d'un aérogénérateur qui reste le bénéfice le plus important, un profit que les coopératives ne peuvent pas examiner car ils ont moins de 24,9% des voix des actionnaires, et même en s'associant avec les intercommunales, ils n'ont pas les moyens d'étudier les comptes secrets et les conditions de vente du matériel.

## Comment persuader des politiciens ?

Comment ces quotas ont-ils été imposés ? Comment un lobby a-t-il réussi à convaincre autant de parlementaires à voter cette mesure dont l'utilité sociale est si peu évidente et dont les conséquences économiques sont si désastreuses ?

Les protagonistes ont habilement évité tout lien prouvable entre les promoteurs du gaz naturel et les lobbies qui ont démarché les parlementaires pour qu'ils votent les quotas. Les méthodes de propagande qui se sont développées pendant les guerres mondiales ont permis d'égarer les opinions par des désinformations audacieuses, allant jusqu'à faire croire que les sceptiques, et non les lobbies éoliens, sont payés par les pétroliers.

Les moyens financiers des pétroliers sont immenses et camouflés dans des échanges internationaux opaques. Ils peuvent être distribués aux partis et aux politiciens sans laisser de traces. Une méthode efficace de paiement occulte est de faire bénéficier les politiciens, partisans des quotas, de commentaires élogieux dans des médias aux ordres (et l'inverse pour les sceptiques). Il semble que tous les partis et presque tous les hommes politiques soient sensibles aux arguments du lobby gazier car peu de responsables s'insurgent contre les quotas.

On ne peut que s'étonner que tant de parlementaires de tous les partis aient participé à cette arnaque qui leur avait été présentée comme un but noble pour sauver la planète. Sont-ils naïfs à ce point ? Ou bien, la corruption est-elle généralisée en Occident.

## Financement des médias

La pratique du financement de la presse a été révélée à une occasion : Avant la première guerre mondiale, les gouvernements des pays entourant l'Allemagne avaient autorisé

l'émission de titres pour financer des usines d'armement et des chemins de fer stratégiques pour amener les troupes russes sur le front. Vers 1920, les Soviétiques ont publié combien d'argent avait été distribué par les corrupteurs du précédent régime tsariste pour promouvoir ces placements russes juste avant la première guerre mondiale. Les Soviétiques justifiaient ainsi la nécessité où ils étaient d'annuler ces dettes, ce qui a fait perdre des fortunes aux rentiers, qui étaient alors des patriotes français et belges. Il y a peu de raisons de croire que les pétroliers d'aujourd'hui ne puissent pas organiser une campagne médiatique aussi efficace et l'observation des médias actuels semble le confirmer, bien que les lobbies aient pris soin de camoufler leurs opérations en faisant croire, comme une vérité évidente, que les bons journalistes sont écologistes et que célébrer l'écologie fait vendre.

## Le rôle politique et commercial de la presse

La plupart des entreprises de presse sont actuellement en déficit à cause de la concurrence des médias gratuits sur Internet. Un groupe, ayant de puissants moyens financiers, peut facilement en prendre le contrôle et, presque sans rien changer, y nommer des éditorialistes qui orientent le média dans les quelques domaines qui concernent l'arnaque. Cette méthode a été révélée par la prise de contrôle du magazine « Scientific American », lequel est devenu subitement un partisan des thèses de l'AGW et les a diffusés dans la sphère scientifique. Ce magazine appartient à « Nature Publishing group », qui est une division de « Macmillan Publishers », eux-mêmes dépendant de « Georg von Holtzbrinck Publishing Group ». Les lobbies pétroliers peuvent intervenir discrètement à chaque niveau de cet organigramme changeant des groupes financiers. Les scientifiques n'ont rien à dire.

Un article dans la revue scientifique de psychologie (Frontiers in psychology) a étudié des sceptiques (identifiables) dans le contexte de la psychopathologie, une façon étonnante d'établir qu'ils sont fous. Le journal fut obligé de rétracter cet article. Les journaux publiés sur Internet par « Frontiers » sont passés récemment sous contrôle de « Nature Publishing ».

## L'auto-intoxication des dirigeants écologistes

Les écologistes croient plus à leurs dogmes qu'au sens commun. Témoin ce passage d'un projet de décret wallon pour faire tomber les barrières au renouvelable, c'est-à-dire pour supprimer des règlements qui protègent les riverains et empêchent de détruire des zones rurales au bénéfice des promoteurs éoliens. « *Considérant que l'augmentation du parc éolien en Wallonie constitue une nécessité destinée à répondre à un engagement de production d'énergie renouvelable et que, de ce fait, les parcs éoliens constituent donc des projets d'intérêt public ; que les orientations stratégiques du Gouvernement régional en matière de développement de projets éoliens confèrent à ceux-ci une importance dont les normes environnementales doivent tenir compte* ».

Traduction du raisonnement : Parce qu'un gouvernement s'est choisi des options stratégiques irréalisables (appelé un engagement !), sa logique faussée trouve justifié, au lieu de supprimer ces options malheureuses, de supprimer les normes environnementales qui protègent la santé et les contraintes budgétaires qui protègent le pouvoir d'achat et l'économie. Pour justifier leur mauvaise gestion, les politiciens proclament aussi que leur stratégie gouvernementale est d'intérêt public mais restent incapables de justifier cette importance.

## Un parti politique en plus d'un lobby

Le jeu des parlementaires est de négocier des échanges pour imposer certains règlements. Les quotas dictés par les lobbies du renouvelable n'intéressent pas les partis traditionnels et ceux-ci échangent donc volontiers leur soutien contre des voix pour leurs propres projets.

Les questions compliquées de la politique énergétique sont trop difficiles pour être diffusées par des groupes de pression, vu le peu de moyens qu'ils ont pour faire comprendre leurs vues. Ce sont donc les partis politiques qui sont les maîtres du jeu pour

faire voter ce qui n'intéresse pas la population (car elle ne se rend pas compte que c'est elle qui doit supporter en finale, par exemple, le coût du renouvelable).

### **L'écologie politique, le lobby des renouvelables**

Les partis internationaux de l'écologie politique ont été formés à l'époque où l'évolution technique a mis en évidence le besoin de stimuler l'usage du gaz naturel. Les partis verts ont eu un rôle déterminant pour négocier le support des quotas dans les nombreuses situations où ils étaient indispensables pour former une majorité, par exemple en Wallonie.

Les institutions européennes, après l'ONU, ont pris l'initiative de voter des quotas et de voter l'ensemble des réglementations sur l'énergie renouvelable. Les grands machins, ONU ou Europe, sont plus sensibles aux arguments de leurs lobbies que de leurs lointains électeurs. La coalition AGW a donné les moyens au parti de l'écologie politique d'être surreprésenté dans ces organisations peu intéressantes pour les électeurs. C'est depuis l'Europe que des quotas de renouvelable ont été imposés aux pays, lesquels ont fait semblant de s'estimer liés par ces ukases européens, une arnaque où les différents niveaux de pouvoir collaborent, soutenus par la presse.

### **Supprimer les obstacles au renouvelable**

Pour installer des éoliennes qui détruisent la valeur des campagnes rurales, il faut supprimer les règlements d'urbanisme qui limitent le pouvoir destructeur des promoteurs. Les Écologistes attachent donc une grande importance à occuper les ministères clés (les ministères de l'environnement et de l'énergie), pour que des règlements empêchent les riverains de protester et pour prendre le contrôle de subsides à dilapider.

### **Le dogme antinucléaire, englobant le domaine civil**

Les campagnes antinucléaires étaient d'abord dirigées contre les essais de bombes nucléaires (au début des années 1970) et animées par des mouvements pacifistes qui ont été nombreux de tout temps. C'était l'objectif initial de l'ONG Greenpeace qui amenait des bateaux dans la zone des essais de bombes atomiques dans les années 1970, forçant la nation concernée à postposer ses essais. Après la première crise du pétrole, Greenpeace a modifié sa raison d'être, s'attaquant au nucléaire civil (à partir de 1979). Pourquoi cette transformation, si ce n'est pour satisfaire aux demandes du lobby gazier ? Des dirigeants de Greenpeace ont alors démissionné (tels Patrick Moore). L'influence de Greenpeace s'est perpétuée dans un domaine annexe : Greenpeace a inspiré les méthodes de l'écologie politique.

### **La propagande occulte du parti**

Depuis 1980, les organisations non gouvernementales ont été mises en avant dans les médias. Ces organisations étaient formées de bénévoles qui pouvaient être utilisés comme des militants pour les partis politiques. Les ONG vivent de subsides venant, soit de différents niveaux de pouvoir, soit de dons anonymes, c'est-à-dire de nombreuses sources qu'on ne peut pas retracer. Comme les dépenses d'un parti sont maintenant limitées, la collaboration d'ONG (dont les dépenses ne sont pas ajoutées à la comptabilité) est devenue d'une grande utilité. Le parti écologiste est celui qui en fait le plus grand usage, que cela vienne de Greenpeace ou d'autres groupes environnementaux (WWF, Sierra club, Amis de la Terre, etc.) Une campagne médiatique a alors transformé l'écologie en but noble, digne de motiver des bénévoles. Le bourrage de crâne commence dès l'école et est assez efficace.

### **Les sponsors du mouvement écolo**

A qui profite le mouvement écolo ? D'abord, aux industriels qui veulent éliminer la concurrence du nucléaire, c'est-à-dire aux marchands de combustibles fossiles, c'est-à-dire à l'industrie du charbon et surtout à celle du gaz naturel. Si cela a demandé un financement, ce fait serait facilement tenu secret car Écolo, dont

le schéma de financement est calqué sur Greenpeace, vit de dons anonymes. Les grandes dépenses du parti sont centralisées à un niveau international et ne sont pas contrôlables par les administrations des pays. Les grandioses opérations médiatiques sont soi-disant organisées par des militants bénévoles. Les « spin doctors » (manipulateurs de l'information) ont préparés des « causes nobles » pour que tous les organes de communication (télévisions publiques payées par des gouvernements et grande presse) aient des excuses pour diffuser gracieusement les messages des ONG écologistes (puisqu'on prétend qu'elles amènent de l'audience) sans que l'on puisse prouver qu'elles ont été financées dans un but politique.

Le parti écolo est-il une émanation du lobby industriel de l'éolien, une section du lobby du renouvelable, lui-même soutenu par le lobby du gaz naturel ? En observant ce que véhicule l'écologie, on peut déduire que le bénéficiaire des actions d'Écolo est l'industrie du gaz naturel, c'est-à-dire les pétroliers, mais on doit reconnaître que tout lien possible entre les représentants de l'écologisme et les lobbies pétroliers a été subtilement camouflé. Les observations montrent que les lobbies des renouvelables et du gaz naturel manipulent les partis écologistes dans toute l'Europe, en profitant de leurs militants bénévoles, soi-disant à leur insu.

### **Les médias et la propagande écologiste**

La principale originalité du nouveau parti de l'écologie politique (fondé vers 1990) a été de consacrer d'énormes ressources pour être au centre d'intérêt des médias. Le parti est financé suivant les méthodes de Greenpeace (qui reçoit 200 millions d'euros de dons anonymes par an). Greenpeace et les partis des Verts choisissent leurs actions en fonction de leurs influences potentielles dans les médias. Ils montent ainsi des spectacles qui passent bien à la télévision, ce qui est une méthode moderne d'influencer la population, méthode nouvelle qui exploite l'omniprésence de la télévision dans la culture du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour recruter des électeurs, ces techniques sont une évolution majeure depuis les méthodes de propagande du XX<sup>e</sup> siècle.

Nous montrons ici que les Écolos, qui ont des moyens significatifs pour être diffusés dans les grands médias publics, emploient des moyens variés (prouvés pour la BBC, supposés pour la RTBF) pour imposer leur politique énergétique ruineuse, camouflée derrière une vision noble de buts écologiques.

### **Trucs de propagande**

Une manipulation médiatique est une méthode pour fausser le raisonnement de l'observateur. Les communications publiques (et les manipulations qu'elles permettent) ont acquis une influence croissante non seulement en politique mais aussi dans la publicité et les affaires.

### **Histoire des manipulations de l'opinion**

La bible des propagandistes communistes semble avoir été : « *L'art d'avoir toujours raison* », un manuel qui explique 38 stratagèmes qui sont toujours d'actualité, bien qu'il date de 1831. L'auteur, Schopenhauer, ne s'est jamais vanté de cet ouvrage. Après le traumatisme de l'invasion napoléonienne, décrire de la fourberie était admis malgré la droiture prussienne. Cet écrit est similaire au « *Prince* » de Machiavel. Tous les deux analysent comment la malhonnêteté et la dissimulation peuvent être avantageuses.

Le Stratagème 6 s'intitule : « *Postuler ce qui n'a pas été prouvé* », mais la diffusion de l'information a fort changé depuis 1831 et des spécialistes ont dû modifier le précepte. Goebbels est souvent cité parmi les fameux manipulateurs de l'information. Il a dû calmer son équipe pour qu'elle soit plus crédible. Il a recommandé de ne pas mentir quand l'adversaire peut aisément détecter la manipulation.

Maintenant, la diffusion de l'information scientifique peut faire découvrir ce qui est vrai, même quand des idéologies (et les médias aux ordres) l'occulent. Mais seuls les scientifiques comprennent rapidement ce qui fait qu'une information est ainsi



validée. Le Stratagème 6 peut encore être utilisé dans les médias populaires, mais cela nécessite que les manipulateurs fassent circuler de fausses informations scientifiques et cela contraint les politiciens à dénigrer ou à ignorer le monde scientifique pour pouvoir affirmer ce qui convient à leurs affaires, une situation nouvelle et préoccupante. Les experts des relations publiques, employés par l'écologie politique, ont de plus en plus de peine à occulter les opinions scientifiques.

### Comment l'AGW est devenue un dogme

Le Stratagème 30 concerne l'argument d'autorité. Pour contrer une vérité scientifique qui dérange, il faut brouiller le domaine en faisant publier une vérité opposée, ce qui est plus facile si l'on contrôle les médias. Quand l'opinion faussée aura ainsi été propagée dans un nombre suffisant de communications, le stratagème 30 entraînera que le reste de la population « *ne peut plus prendre pour acquis que ce qui était universellement accepté afin de ne pas passer pour des révoltés résistant aux opinions que tout le monde avait accepté, soit des personnes se croyant plus intelligentes que le reste du monde. Lorsque l'opinion a atteint ce stade, y adhérer devient un devoir, et le peu de personnes capables de former un jugement doivent rester silencieux : ceux qui parlent sont incapables de former leurs propres opinions et ne se font que l'écho des opinions d'autres personnes, et pourtant, sont capables de les défendre avec une ferveur et une intolérance immenses.* » Schopenhauer avait ainsi précisément décrit l'arnaque du lobby de l'AGW avec plus de 180 ans d'avance.

### Faire confondre des domaines différents

Parmi ces trucs des communications publiques orientées, la confusion des domaines se pratique comme suit : Un texte quelconque décrit un contexte dans lequel on a glissé quelques phrases regroupant dans un seul domaine ce qui est normalement considéré comme appartenant à deux domaines séparés. Pour cela, les manipulateurs choisissent un contexte dans lequel il est admissible de confondre ces deux domaines. Voici un exemple : Une technologie chimique commune (par exemple, les pesticides et les gaz de combat) a des applications très différentes dans le domaine civil et militaire. Le fait de les grouper prépare à penser que ce qui concerne un domaine s'applique aussi à l'autre.

Le truc de mélanger allègrement deux domaines est enseigné dans des exercices pragmatiques de relations publiques. Le manifeste écolo wallon illustre comment les Écolos ont fait confondre le domaine militaire (de la violence) et de domaine civil (des centrales nucléaires). Cette manipulation est utilisée ensuite pour présenter accessoirement ce qui concerne un domaine (la dangerosité militaire) comme s'appliquant aussi à l'autre, une erreur de raisonnement que le lecteur non averti ne repère pas facilement, mais que les scientifiques, étant formés par leur métier à être des sceptiques, sont mieux préparés à déceler.

« *Cette culture de la paix et de la non-violence doit également s'incarner dans l'opposition à la prolifération nucléaire tant militaire que civile, hors recherche fondamentale et usages de santé.* »

Le dogme antinucléaire, tant civil que militaire, est ainsi proclamé en tant que dogme indiscutable en jouant sur la peur de la radioactivité, peur héritée de la seconde guerre mondiale et entretenue par les médias, pour devenir irraisonnée. Pourtant Hiroshima est maintenant une cité prospère

### Le principe de subsidiarité

Pour contourner des lois existantes, des conseillers en manœuvres politiques ont inventé des situations où il est raisonnable de ne pas appliquer les règlements généraux qui ne leur conviennent pas.

Par exemple, le manifeste utilise un nouveau concept pour contourner les lois réglant les rapports entre pouvoirs : « *Le principe de subsidiarité doit guider les politiques de la commune à l'Europe. Il vise à mener les politiques au niveau de pouvoir le plus approprié pour les citoyens, tout en assurant l'articulation entre les différents niveaux de décision et de responsabilité.* » Comme le mot *approprié* peut se rapporter en pratique à tout ce qui convient à un groupe de pression (et non pas aux citoyens qui n'ont rien à

dire à ce niveau), cela se traduit par une justification pour écarter des lois qui définissent les limites du pouvoir de chaque niveau (européen, fédéral, régional, provincial, et communal).

Voici un exemple en Wallonie : Les communes, où des élus écoutent leurs habitants, ne sont pas enthousiastes pour laisser leur environnement rural ou touristique détruit par des affairistes qui veulent y installer les centrales éoliennes industrielles réclamées par le lobby du renouvelable (dont une ancienne dirigeante est membre du cabinet du ministre régional écolo de l'énergie). On observe ainsi que des nouveaux décrets wallons sur l'environnement (cadre éolien, SDER, CoDT) tentent, par leurs effets combinés, de remplacer le pouvoir communal par le pouvoir régional, en profitant de la régionalisation en cours en Belgique. Les écologistes profitent ainsi du concept de subsidiarité pour renforcer le pouvoir régional, lequel néglige les problèmes locaux et laisse la main libre aux promoteurs éoliens.

## Gouvernance mondiale et dogmes

### La promotion d'une Europe bureaucratique

Un gouvernement central fort est plus efficace pour répandre des idées dogmatiques ou religieuses. On ne peut pas recréer un système centralisé et puissant comme au temps du communisme mais un gouvernement favorable au plus haut niveau (c'est-à-dire européen) sert mieux les objectifs. Écolo se proclame donc partisan d'un renforcement du pouvoir de l'Europe. « *Une Europe forte et démocratique peut devenir un moteur des changements économiques, sociaux et environnementaux dont nous avons besoin.* » L'écologie politique a une plus forte proportion d'élus au parlement européen qu'aux niveaux nationaux ou communaux et a donc une seconde raison pour renforcer le pouvoir de l'Europe. Ce pouvoir, exercé depuis le sommet, correspond d'ailleurs aux tendances des bureaucrates dirigistes.

Bien qu'un État fort ait des avantages, l'Europe actuelle a été la proie des lobbies qui l'ont incitée à construire un système marqué par deux fameux bugs, celui de la monnaie unique et celui de l'utilité du renouvelable intermittent (Voir ci-dessous).

### Les Occidentaux jugés responsables du tiers-monde

« *La justice sociale et la justice environnementale doivent guider les choix de l'Europe afin qu'elle s'engage dans la voie de la transition écologique* ». Écolo proclame ainsi que ses objectifs (transition vers l'énergie renouvelable) sont guidés par de grands principes de justice (définis selon les besoins d'Écolo) et que l'Europe doit les suivre. « *Elle doit être le moteur d'une gouvernance mondiale et de la coopération internationale, assumant ainsi sa responsabilité historique dans la dégradation des conditions écologiques, économiques et sociales dans les pays du Sud.* »

Contrairement aux écolos pessimistes, d'autres prévisionnistes sont optimistes sur les progrès de l'humanité. Ils constatent que la majorité des pays émergents, Chine, Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud, ne se sont jamais aussi bien portés. (Écolo préfère utiliser « pays du Sud » au lieu de « pays émergent » car il ne veut voir que l'aspect pessimiste). Les étudiants et les dirigeants de ces pays émergents ont été formés aux technologies nouvelles que l'Occident laisse utiliser librement. La colonisation n'avait pas que du négatif. Les pays les plus colonisés sont devenus plus prospères que les autres. L'Occident a-t-il droit à la gratitude de ces pays émergents plutôt qu'à une responsabilité négative dont les Écolos veulent les accuser de façon anachronique ?

La dégradation des conditions écologiques, économiques et sociales a lieu plutôt dans les pays occidentaux qui ne progressent plus alors qu'une majorité de pays émergents ont une croissance importante car ils ne sont pas handicapés par les politiques énergétiques et égalitaire des Écologistes.

### Un monde dirigé par des bureaucrates

Le parti de l'écologie politique est organisé comme un parti autoritaire. Pour empêcher qu'un dirigeant ne prenne son indépendance par rapport au « bureau politique central » et ne s'écarte de la ligne du parti, il faut pouvoir l'exclure grâce à des

mandats de durée limitée. Pour ne pas laisser un chef seul responsable des décisions cruciales, on nomme plusieurs présidents qui se contrôlent mutuellement. Les politiciens du parti sont considérés comme des bureaucrates qui doivent exécuter les ordres du parti sans discuter.

Comme dans les régimes idéologiques, le meilleur moyen de percer chez les écologistes est d'afficher sa fidélité aux dogmes et de ne jamais les mettre en question.

L'évolution normale de la pensée bureaucratique est d'aller vers une gouvernance mondiale, bien que les grands empires autoritaires aient rarement laissé un souvenir positif dans l'histoire, qu'il s'agisse de l'empire napoléonien, hitlérien ou stalinien.

## Des règles éthiques pour manipuler l'opinion

« *L'exercice des responsabilités doit toujours être balisé par les règles éthiques et déontologiques les plus pointues, en évitant toutes les formes de clientélisme et de passe-droit, et en appliquant systématiquement les principes d'égalité de traitement et d'objectivation.* » Les **règles éthiques** sont ici des **mots-code** pour caractériser les dogmes ou les décisions indiscutables du bureau politique.

Les idées économiques du parti écologiste sont calquées sur celles du communisme : On ignore les principes économiques qui étaient de mise pendant la période de la révolution industrielle et du développement occidental et qui ont fait leurs preuves. On adopte une économie de type collectiviste, régulée par le dirigisme. « *Nous voulons mettre en place une économie plurielle, basée sur les logiques de **régulation**, ... plutôt que sur les principes économiques.* »

## Comment financer du renouvelable déficitaire ?

Qui va payer pour les investissements en renouvelable (achat d'aérogénérateurs et de panneaux solaire) ? Le manifeste ne voit pas de problème. Le système financier qui est honni à d'autres endroits du manifeste devient utile quand il sert le dogme. « *Le système financier doit être au service de l'économie réelle. Il doit à la fois permettre le financement des énergies renouvelables et de la réduction globale des consommations des ressources non-renouvelables* ». On est surpris que les Écolos aient une telle confiance dans la finance pour supposer qu'elle puisse accomplir de tels miracles. Un système financier doit faire des placements rentables, une notion de base qui semble avoir été oubliée chez Écolo, car des pertes d'argent ou des dettes amènent des catastrophes dans la situation des ménages comme dans celle des États.

## Une pseudoscience étayant les dogmes

### Science et écologie

Dans le message médiatique du manifeste, l'écologie politique est présentée comme étant approuvée par les scientifiques : « *Avec des scientifiques, ils (les écolos) ont mis les enjeux des sciences, des technologies et des limites de la planète au cœur du débat politique. Ils mettent la qualité de l'environnement et le renforcement de la démocratie à l'agenda politique.* » « *Nous, écologistes, voulons prolonger les mouvements qui combattent toutes les formes ... d'ignorance.* » Affirmer n'est pas prouver. Les scientifiques ont besoin de faits précis et vérifiables, et sont plutôt rebutés par des déclarations sans fondement et par des tentatives de manipulation.

« *Le réchauffement de la planète et les dérèglements qu'il implique, la raréfaction des énergies fossiles et des autres ressources naturelles, deviennent palpables (accès à l'eau potable, émeutes de la faim, migrations climatiques ...)* » Que viennent faire ces 3 exemples parmi les dérèglements sensés dus au réchauffement de la planète et sensés entraîner la raréfaction des énergies fossiles ? L'accès à l'eau potable dépend-il du réchauffement ? L'augmentation de la population est-elle due au réchauffement ? Écolo mélange tous les problèmes et ne peut donc plus distinguer ce qui est une cause et ce qui est un résultat.

Pour améliorer « *l'accès à l'eau potable* », il faut investir dans des canaux, des réservoirs, des forages, des tuyaux et des pompes, mais ce qui manque pour cet investissement, c'est du capital disponible, lequel vient du pouvoir d'achat, lequel est réduit par une politique écolo négligeant les principes éprouvés pour stimuler l'économie (comme d'assurer la rentabilité).

Les *émeutes de la faim* ont souvent leur origine dans le détournement de la production agricole de nourriture vers la production de carburants de synthèse recommandés par les Écolos.

Les *migrations climatiques* sont utiles pour répartir l'accroissement de population mais nécessitent de se chauffer au Nord ou de disposer de courant peu onéreux pour conditionner les habitations au Sud. La plupart des migrations sont causées par des problèmes économiques, non par le climat. C'est à cause du rapport entre leur pouvoir d'achat et le prix de l'énergie que des populations réduisent leur « *modos de vie reposant sur une utilisation effrénée d'énergie fossile et fissile pour se chauffer, se déplacer ou faire fonctionner des appareils électriques.* »

## Pollution toxique et pollution bénéfique du CO2

L'*impact des pollutions sur la santé* est du à la pollution toxique par des particules émises par des centrales thermiques (composés soufrés et nitrés et métaux lourds) et par le diesel (un combustible recommandé par les Écolos puisqu'il émet un peu moins de CO2 alors que l'essence émet moins de polluants toxiques).

La politique énergétique écolo a modifié la façon de faire fonctionner les centrales thermiques, lesquelles, au lieu de fournir une production régulière et prévisible, doivent maintenant s'adapter pour servir de backup, c'est-à-dire, doivent fonctionner en mode cyclique, ce qui fait dramatiquement croître cette pollution toxique, comme celle d'un moteur qu'on ne peut pas régler parfaitement pour des régimes variables sans le faire fumer par moments. Les centrales nucléaires qui n'émettent que de la vapeur d'eau sont remplacées par des centrales thermiques émettrices de polluants toxiques.

Les écolos confondent la pollution toxique avec ce qu'ils appellent la pollution au CO2. L'enrichissement en CO2 de l'atmosphère n'est pas mauvais pour la santé, car les hommes peuvent vivre dans des serres ayant des taux de CO2 dix fois plus élevés. Le CO2 n'est pas un polluant car il a des effets positifs sur la croissance des végétaux, de même que sur l'allongement de la saison chaude dans les pays tempérés.

## Le climat et les taux de mortalité

Le réchauffement climatique s'est arrêté depuis 16 années (depuis 1998). Les Anglais tiennent des statistiques sur le nombre de morts de froid, statistiques tenues par des agents qui notent de façon fiable les causes de chaque décès. Ils ont constaté qu'il y a chez eux beaucoup plus de décès prématurés dus au froid qu'à des canicules. Si le réchauffement revient, il diminuera les décès prématurés dus au froid qui ont abrégé la vie de 31,000 Anglais en 2011. Si la politique énergétique maintient un coût élevé pour le chauffage, moins de gens pourront se chauffer convenablement, ce qui réduira leur espérance de vie.

## Doctrines économiques inapplicables

### Écologie, avenir de l'emploi et de l'économie ?

« *Il ne s'agit pas de sauver la planète ou de nous sauver mais de nous sauver avec la planète* », mais les méthodes écologistes rendent-elles la Terre plus durable ? La propagande des écolos prétend qu'ils sauvent la planète mais les autres partis pratiquent une conservation de la nature plus écologique, plus scientifique et donc plus efficace. La santé de la Terre a besoin d'une économie durable plutôt que de revenir à une période préindustrielle qui ne pouvait pas nourrir plus d'un milliard d'habitants.

Un investissement dans une région y amène un nombre de jobs presque proportionnel au capital investi. Ensuite quelques

jobs sont nécessaires pour produire chaque unité. Si ces jobs servent à une entreprise rentable, ils sont durables car l'industrie va subsister.

Écolo tire la conclusion simpliste et fautive que l'éolien et le solaire créent plus de jobs que des industries classiques parce que, dans ses présentations, il ne tient compte que du capital investi mais pas du manque de rentabilité associée aux jobs du renouvelable, ce qui limite la durée de ce genre d'entreprise.

L'investissement pour un aérogénérateur est très important pour une durée limitée (15 ans) et une production déficitaire. L'investissement par MWh produit durant la durée de vie de l'installation est ainsi plus élevé pour des éoliennes que pour une centrale nucléaire. L'écologie ne fournit donc pas plus de jobs par unité de production, n'améliore pas la disponibilité d'énergie, ne réduit pas les émissions de CO<sub>2</sub> (qui ont fort augmenté en Allemagne après que le nucléaire ait été remplacé principalement, non par des renouvelables mais par du charbon servant de backup aux énergies intermittentes).

Le développement des énergies renouvelables, s'il a réussi à augmenter le nombre d'installations solaires et éoliennes, a englouti des milliards d'euros, lesquels auraient pu servir à créer de vrais emplois. L'éolien produit de l'énergie intermittente de peu de valeur au lieu d'électricité de base, laquelle peut être directement exploitée sans un backup aussi coûteux.

En résumé, pour créer peu d'emplois éoliens à coût élevé, le renouvelable demande d'investir beaucoup de capital pour peu de production efficace alors que cet argent aurait pu servir à créer beaucoup d'emplois traditionnels et innovants. Au total, le renouvelable diminue donc le nombre d'emplois car il restreint le capital disponible pour des investissements sains. L'augmentation associée du prix de l'électricité rend les autres jobs moins rentables à cause de ce prix. Il diminue ainsi le pouvoir d'achat et aggrave le chômage, ce qui se traduit par la prolongation de la crise économique.

### Un sens opportuniste du slogan « intérêt général »

Le manifeste fait revivre un idéal, applicable à tout et à n'importe quoi, pour passer au dessus de ce qui gêne, au gré des pouvoirs mouvants que permet la subsidiarité. « *Le projet politique d'Écolo vise l'intérêt général plutôt que la défense d'intérêts catégoriels ou corporatistes* ». L'**intérêt général** est une notion éthique, un **mot-code**, facilement détourné vers ce qui convient à Écolo et à ses sponsors, le lobby des renouvelables. Par exemple, Écolo proclame, au niveau régional (où le parti est au pouvoir), ce qui sera d'intérêt général au niveau communal (où les décisions du niveau régional sont vues comme des usurpations sans bénéfices réels). Les principes de subsidiarité et d'intérêt général ne sont que des mots cachant une lutte de pouvoir. Tous les moyens semblent bons pour ignorer des règlements communaux qui protègent les habitants ruraux contre les lobbies éoliens.

### Éducation permanente, un aspect de la propagande

« *Nous veillons à populariser l'écologie politique, notamment dans la démarche de l'éducation permanente.* » Quelle est la signification et la portée de l'**éducation permanente** pour les Écolos ? C'est un **mot-code** qui regroupe ce qu'on appelait auparavant la « **propagande** » ou la formation civique et politique. Ce genre de relations publiques fait maintenant partie des campagnes médiatiques qui visent à changer les mentalités politiques. Écolo, qui subsidie ses ONG, réussit ainsi à faire payer sa propagande par des budgets régionaux, mais la Cour des comptes demande d'ajouter tous les subsides pour des opérations non rentables dans la dette wallonne.

Cette éducation permanente inclut l'éducation traditionnelle subsidiée dès les écoles primaires. Le bourrage de crâne concernant la religion écologiste y a sévi depuis des années. Les ministres écolos arriveront-ils à pérenniser leur influence en faisant subsidier par la région, pendant les 6 prochaines années, donc jusqu'après la législature suivante, leurs ONG amies, qui pourront ainsi travailler aux frais des contribuables pour maintenir les relations publiques des Écolos ? Il faudrait revenir

aux bons principes constitutionnels qui interdisent à un pouvoir de s'exercer au delà de la législature en cours.

### Priorité aux relations publiques

Le parti de l'écologie politique consacre une grande partie de ses ressources à la communication publique. Il a fait élire ses partisans à l'Europe en finançant le film « Home », que toutes les TV européennes ont pu diffuser gratuitement à la veille des élections, film qui faisait croire trompeusement que l'écologie politique avait un idéal désintéressé et n'était pas l'émanation d'un lobby industriel.

Pour camoufler que le renouvelable fait augmenter le prix de l'électricité, la Wallonie (et les pouvoirs associés) utilisent 3 procédés. (1) Une réduction de la TVA. (2) Un report de la dette en créant une sorte de banque intermédiaire qui achète les CV pour les revendre après les élections. (3) Un paiement en annuités qui reportent le coût de la dette éolienne sur les prochaines 15 années. Cette troisième méthode rembourse normalement les investissements à un prix compensant la fourniture d'électricité mais ici, les montants sont croissants, inattendus et ne servent pas à compenser l'électricité consommée puisque les renouvelables ne sont pas rentables. Ces 3 mécanismes de l'arnaque retardent le moment où les consommateurs se rendent compte du prix exorbitant des renouvelables.

## Écologie et anciens militants communistes

### Récupérer les militants du communisme

Quand l'URSS s'est effondrée, les militants du communisme ont perdu leur raison d'être. Pour récupérer ces fanatiques en recherche d'une motivation de remplacement, la communication écolo a repris les idéaux du communisme, sans que leur programme d'éducation permanente n'ait jamais tenté d'expliquer pourquoi le régime communiste s'était effondré.

Pourtant, le fiasco de l'URSS n'est pas si compliqué à comprendre. Le dirigisme soviétique a perdu son pouvoir dogmatique quand on a compris que les experts moscovites arrogants, qui avaient déconnectés les sécurités du réacteur de Tchernobyl, avaient été ainsi à l'origine de la catastrophe nucléaire car leur manque de connaissance réelle ne leur avaient pas permis de comprendre le fonctionnement du nucléaire. Le système coercitif de l'URSS avait été incapable de mettre au pouvoir les gens compétents, qui passaient après les serviteurs dévoués du parti. Le communisme a sombré avec cette révélation. Tous les défauts inhérents à ce régime dirigiste sont alors apparus au grand jour.

### Collectivisme et motivation économique

Rien ne marchait plus dans les pays de l'URSS car il n'y avait plus de motivations pour travailler ou entreprendre quand : « *L'égalité sous toutes ses formes est indispensable à la justice, au lien social et à la participation politique* ». Celui qui travaille ne peut pas recevoir un avantage inégal par rapport à ceux qui ne font rien. Celui qui est efficace est à égalité avec celui qui rate tout ce qu'il entreprend. Celui qui défend les décisions arbitraires du parti a raison par rapport aux gens sensés.

Le communisme s'est alors effondré en très peu de temps, déjouant les prévisions des économistes, trompés par des statistiques faussées. Maintenant l'économie et la compétitivité sont en difficulté dans les pays cultivant le dogme des renouvelables, puisqu'ils usent les mêmes méthodes que celles du dirigisme soviétique.

Comme le parti prétend qu'il est le garant de la justice sociale, la phrase suivante justifie que son idéologie passe avant les principes démocratiques : « *La justice sociale implique la participation active du plus grand nombre et le développement de toutes les solidarités.* » Mais quand le dogme communiste, sensé motiver les activités du plus grand nombre, s'est écroulé, toutes les solidarités forcées (et inefficaces) ont disparu aussitôt.

## Une campagne proactive

La phrase suivante est typique de l'idéal communiste : « *Il nous faut réduire le pouvoir économique et financier des marchés et du capital ..., afin de permettre une répartition juste et pérenne des richesses.* » La solidarité a rapidement des effets pervers si elle n'est pas limitée à ce qui est nécessaire pour survivre dignement. La solidarité consiste alors à prendre les gains de ceux qui travaillent dur pour le distribuer aux autres. Le manifeste prétend même réduire ce pouvoir économique et financier **proactivement** ! Qu'est-ce que cela veut dire, si ce n'est de justifier un interventionnisme bureaucratique et inefficace alors que les gens se doutent que les actions projetées par l'écologie politique feront plus de mal que de bien ? Peu de nostalgiques pensent que le retour du communisme serait un bien.

Les politiciens, si déterminés et ambitieux qu'ils soient, ne peuvent changer, ni les lois de la physique, ni les lois générales de l'économie, telle que la nécessité de produire quelque chose avant que quelqu'un puisse en profiter. Vouloir ignorer les lois économiques, telles que celles qui équilibrent les budgets en comptabilité, est une recette pour un désastre mais les propagandistes ne se préoccupent pas de mécanismes économiques difficiles à comprendre et ne sont pas avarés en promesses de lendemains qui chantent.

## Déclarations éthiques des écologistes et réalité

« *Là où nous agissons, nous voulons accélérer la construction d'une société centrée sur le respect des générations futures.* » Laisser des dettes à la génération future est un mauvais service que leur rend la politique des bulles solaires et éoliennes. Des dettes financières, produites par une politique énergétique ruineuse, réduisent le pouvoir d'achat et sont aussi destructrices que des dettes écologiques qui détruisent l'environnement. Le cas de la Grèce illustre les problèmes économiques quand on ignore un endettement exagéré.

Les révolutionnaires soviétiques promettaient déjà en 1930 ce que le manifeste annonce. « *Une monde plus juste, une société des égaux. Les personnes sont plus épanouies dans une société plus égalitaire.* » Mais le bonheur n'est pas donné sans efforts intelligents. Les écologistes ont ajouté à cette énumération : « *Une Terre plus verte,* » ignorant que le verdissement actuel de la végétation est dû à l'augmentation bénéfique du CO<sub>2</sub>.

Les dogmes écologistes ont-ils priorité sur certains principes ? « *Certaines options technologiques doivent pouvoir être abandonnées ou reportées, en application des principes de prudence et de précaution.* » Comment accorder cette déclaration éthique avec le fait qu'Écolo favorise, au lieu d'abandonner, l'éolien onshore (c.à.d. au sein des zones habitées), tout en sachant qu'il s'agit d'une technologie démontrée dangereuse pour la santé des riverains.

« *La planète et toutes les espèces qu'elle abrite (y compris les rapaces et les chauves-souris) méritent, dans leur richesse et leur diversité, respect, entretien et préservation (au lieu d'être vouées à être déchiquetés par des pales surgissant à 300 km/heure ou à avoir leurs poumons explosés par la dépressurisation produite ainsi). L'environnement (le vent) ne pourrait être ramené à des objets d'exploitation (par des éoliennes) dont la seule valeur serait l'utilité (pour des promoteurs éoliens qui fournissent une énergie intermittente peu utilisable) qu'ils apportent aux êtres humains (qui peuvent générer leur électricité de façon plus efficace).* »

Les Écologistes ne se rendent même plus compte qu'ils sont bien moins écologistes que le reste de la population, amoureuse des paysages, de la ruralité et de la vie sauvage. Ils réduisent la transition écologique à la transition vers le renouvelable.

« *Nous voulons une société au sein de laquelle chaque citoyen et chaque citoyen vive dans un environnement préservé et sain (ce qui ne sera plus le cas pour de nombreux ruraux et sera sciemment rendu impossible pour les riverains des éoliennes).* »

## Prospérité sans richesse matérielle ?

Les raisons des contraintes économiques ne semblent pas être comprises par le parti de l'écologie politique et ne sont donc pas traitées rationnellement. Une recette pour se ruiner est la suivante : « *La prospérité doit être redéfinie sans la lier à la croissance*

*et au PIB mais en l'enrichissant des différentes dimensions de l'existence, au-delà de la seule richesse matérielle.* » Pourtant, il est difficile d'être heureux et épanoui sans un minimum de bien-être matériel, un minimum qui n'est actuellement plus assuré pour de nombreuses familles en notre période de crise économique due au prix exorbitant des renouvelables.

Cette description de l'idéal des Écologistes est proche de celle de la vie monastique mais celle-ci n'a été possible à une époque révolue que parce que les moines étaient disciplinés et peu exigeants. En plus, ils disposaient d'un grand nombre de paysans qui travaillaient docilement pour l'abbaye.

## Les bugs que produisent les dogmes

### Qu'est ce qu'un bug ?

Un programme informatique ou un mécanisme administratif doit être cohérent. S'il se bloque sur des opérations impossibles ou s'il donne des résultats différents suivant la façon de l'utiliser, les informaticiens disent qu'il a un « bug » (une conception incohérente). Le premier bug informatique a été causé par un insecte coincé dans des circuits électroniques.

Un parti dogmatique a besoin d'un pouvoir fort et unifié pour maintenir ses dogmes. L'Europe s'est prêtée à ce rôle. Parmi les grandes erreurs de la construction européenne, la plus connue est un bug dans la conception de la monnaie unique. L'histoire enseigne la cause de certaines crises économiques et comment celles-ci se résolvent. L'arrogance des concepteurs du projet européen, combinée à l'ignorance des mécanismes financiers, explique que ce bug n'ait pas été pris en compte.

### Crises du surendettement

Un type de crise économique fréquente est due à des pouvoirs qui dépensent plus qu'ils ne récoltent, ce qui ruine l'État. Toute dette portée en soi le risque de n'être jamais remboursée, entraînant des pertes pour les souscripteurs après que l'emprunteur ait été mis en faillite. Dans l'histoire, on a souvent observé que le roi, coincé par des dettes, arrêtait ceux qui géraient l'argent pour le leur prendre (par exemple le cas des Templiers, de Jacques Cœur, ou des Fugger).

Quand les pièces d'or ont été remplacées par du papier monnaie, une crise de la dette pouvait être réglée par une dévaluation. Le XXe siècle a ainsi vu les nations européennes subir une série de dévaluations qui ont permis de remettre à flot les monnaies allemandes, italiennes, françaises, et autres. La dévaluation lèse ceux qui sont payés en monnaie locale ou gardent leurs économies sous cette forme. Comme un pays ne peut pas être mis en faillite comme un particulier, il faut léser les prêteurs en annulant la dette ou en dévaluant. Toutes les organisations politiques où le pouvoir n'est pas contrebalancé par un parlement puissant finissent par accroître leur dette et par devoir dévaluer.

### Investissements non rentables

Une bonne pratique économique est de ne s'endetter que pour des investissements rentables. Comme les opérateurs privés reçoivent des bénéfices personnels si la rentabilité est réelle, ils n'investissent qu'après mûres réflexions, ne voulant pas être ruinés. En d'autres mots, on peut s'endetter si le capital investi va augmenter la productivité future, c'est-à-dire si l'investissement est rentable. Pour le savoir, on doit faire une étude sérieuse et avoir un certain sens des affaires, ce que les gouvernements modernes n'ont plus (sauf en Chine et en Inde, où les dirigeants ont une formation technique). Les écologistes n'ont pas du tout cette connaissance technique et financière.

Cette auto régulation ne fonctionne plus pour les investissements publics, puisque ceux qui décident ne risquent pas leur fortune personnelle et ne seront plus au pouvoir quand on pourra vérifier si l'investissement était rentable. Le remède à cette situation dangereuse était un contrôle soigneux par des fonctionnaires et par le parlement sur le budget et donc sur les investissements sélectionnés par le gouvernement. Il faut aussi

que les fonctionnaires soient indépendants du pouvoir, ce qui n'est plus souvent assuré.

L'arnaque éolienne a réussi à court-circuiter ce contrôle parlementaire car la façon de financer les renouvelables par prélèvement sur les factures des consommateurs n'était pas soumise à ce contrôle. Le bug était tel que le parlement wallon n'a pas eu l'occasion d'intervenir pour stopper les dettes photovoltaïques et ne pourra peut-être pas stopper la bulle éolienne que des ministres Écolos font récemment gonfler.

### **Le bug de la monnaie unique**

La monnaie unique entraîne qu'on ne peut plus faire qu'une dévaluation globale (de l'euro) alors qu'il faudrait une dévaluation différentielle pour corriger un déséquilibre entre les pays dont le budget est bien ou mal gérée. Ce bug européen entraîne qu'un pays qui gère bien ses budgets et donc indirectement sa dette (comme l'Allemagne) est désavantagé par rapport à un pays (du Sud) qui laisse croître ses dettes. Le bug est légalement inextricable car un gouvernement endetté n'a pas les moyens de rembourser s'il ne reçoit pas une aide extérieure.

Un aspect secondaire de l'impossibilité de dévaluer est que les pays membres ne sont plus autorisés à emprunter librement, ce qui contraint à l'austérité et empêche la croissance. Les « euro-obligations » émises par un pays sont interdites car elles seraient un endettement européen qui ne profite qu'à un seul pays aux dépens des autres. Les mécanismes associés au bug sont assez compliqués.

Les concepteurs de l'Europe avaient voulu éviter les crises en limitant les moyens de s'endetter. C'est comme soigner les maladies en luttant contre les symptômes et non contre les causes. Interdire l'endettement renforce le bug par le verrouillage des moyens d'en sortir. L'Europe n'a pas de moyens vraiment efficaces de contraindre un membre à ne pas s'endetter, comme cela est de règle pour chaque État des États-Unis.

L'Angleterre qui avait repéré ce bug n'a pas adopté la monnaie unique mais cela ne l'a pas préservée des crises typiques du surendettement. Cependant, la livre a pu dévaluer plus vite et plus simplement que l'euro, ce qui y a limité certaines conséquences de la crise.

### **Le bug du renouvelable déficitaire**

Le renouvelable est difficile à mettre en œuvre, financièrement et techniquement. Les tentatives pour l'utiliser à grande échelle se heurtent à ce qui suit : Il est trop limité en capacité et son coût est rédhibitoire. Pour que le renouvelable puisse délivrer l'énergie désirée par des idéalistes irréalistes, des pays ont été contraints d'installer de l'éolien en oubliant toute justification économique. L'éolien, quand les nuisances sont prises en compte, est refusé partout où les prix réels sont divulgués et partout où l'opposition des riverains peut se faire entendre. Le photovoltaïque est hors de prix.

### **Le camouflage du coût de l'éolien**

Les renouvelables reviennent nettement plus chers que les alternatives, fossiles ou nucléaires. Mais ce coût est savamment camouflé. Les étudiants en relations publiques apprendront de nombreux trucs en étudiant les manipulations concoctées par le lobby éolien pour que les médias ne puissent pas diffuser les coûts réels.

### **Les catégories recommandées par les scientifiques**

Les grands pionniers dans chaque domaine scientifique y ont soigneusement défini des concepts et catégories utiles, en évitant les groupements portant à confusion et en séparant ce qui doit l'être. Les méthodes scientifiques de désinformation font juste le contraire. Les spécialistes de la manipulation conçoivent un domaine pour imposer une vue faussée qui facilite leurs besoins. S'ils y voient leur intérêt, ils séparent ce qui ne doit pas l'être et ils regroupent ce qui doit être étudié séparément. Un exemple ci-dessous montre les problèmes quand on groupe ce qui ne doit pas l'être ou inversement.

### **Centrales de backup séparées du renouvelable**

L'Europe fournit des exemples où des processus liés ont été considérés comme indépendants pour manipuler l'information. Les centrales thermiques de backup doivent intervenir en complément de l'énergie intermittente, une dépendance qui entraîne qu'on ne peut pas les étudier séparément mais l'Europe, (dans sa Roadmap 2050) s'est félicitée d'utiliser un modèle, « Primes », qui étudie de façon isolée chaque type de générateur d'électricité. L'Europe, parmi ses innombrables bévues (ou parmi les pièges concoctés par les lobbies), n'a pas voulu voir que le fonctionnement des aérogénérateurs n'est pas indépendant du backup qu'elles requièrent, ce qui aurait dû faire conclure, même par des débutants, que le modèle Primes était inapplicable. Cela a des conséquences majeures pour le calcul des prix réels de la technologie et donc pour les décisions.

### **Les coûts de fonctionnement du backup éolien**

La production intermittente éolienne doit être associée à une production complémentaire par des centrales thermiques de backup dont le rendement peut alors baisser de 20% à cause du fonctionnement irrégulier imposé par l'interdépendance, un fonctionnement cyclique loin du régime optimum. Cela a des conséquences majeures car la production d'électricité par unité de combustible baisse jusqu'à annuler le bénéfice du vent gratuit dans le cas de 20% de perte de rendement.

Les lobbies sont assez puissants pour empêcher qu'un organisme officiel calcule cette perte qu'ils prétendent négligeable. En Belgique, les fonctionnaires techniques ne sont pas autorisés à mesurer la puissance maximum des aérogénérateurs. Comme à la fin du régime soviétique, les statistiques officielles ne reflètent plus la réalité, ce qui avait permis de cacher la situation économique catastrophique de l'URSS pendant quelque temps. Quand la vérité a été révélée, cela a causé la fin du communisme et, espérons le, provoquera la fin de la politique énergétique européenne.

### **Groupage de l'hydraulique et de l'intermittent**

Le discours officiel cultive une autre désinformation en mélangeant, parmi les renouvelables, les domaines distincts de l'hydraulique et de l'éolien. Les deux technologies produisent de l'électricité de deux types très différents. La biomasse se stocke. L'hydraulique stocke de l'énergie dans des barrages à l'amont. Le stockage permet de fournir de l'énergie à la demande ('dispatchable'), tandis que l'énergie intermittente (éolienne ou photovoltaïque) est une énergie fatale, à consommer tout de suite ou à déconnecter, non sans difficultés administratives.

L'hydraulique et la biomasse sont des renouvelables aux ressources potentielles limitées mais rentables. Une désinformation a été de mélanger ces deux types d'électricité, « à la demande » et « intermittentes ». Le solaire et l'éolien, ont des ressources potentielles illimitées mais hors de prix et déficitaires. Dans certaines présentations, les manipulateurs se félicitent du bas prix des renouvelables en citant l'hydraulique et la biomasse tandis que dans d'autres présentations, ils célèbrent la capacité illimitée du solaire et de l'éolien.

Des statistiques qui groupent de l'intermittent et de l'électricité à la demande sont inconsistantes, comme en groupant des pommes et des prunes. Aucune astuce administrative ne peut changer le problème technique de la disponibilité limitée de l'hydraulique et de la biomasse. Pour les antinucléaires, l'avantage majeur de l'intermittent est que le nucléaire ne peut pas lui servir de backup. Mais cet argument n'est pas cité pour ne pas révéler que la raison majeure de la fondation du parti écologique est de lutter contre le concurrent nucléaire.

### **Les coûts annexes du renouvelable**

Les Écolos font semblant d'ignorer qu'une comptabilité comparative entre deux systèmes doit inclure tout ce qui diffère entre eux. On ne peut pas comparer des aérogénérateurs (qui ne sont pas autosuffisants) avec des générateurs thermiques. Il faut définir de quoi on parle, puis il faut justifier et calculer les coûts de tous les aspects de chaque système. Une comparaison honnête

est désastreuse pour les renouvelables car elle révèle leur surcoût prohibitif. La communication écologiste a caché cette réalité sous une désinformation qui consiste à ne pas inclure, dans le calcul du coût de l'éolien, le coût des centrales de backup et le renforcement des réseaux.

La capacité minimum de backup est calculée pour être encore suffisante pendant les périodes sans vent et elle est donc égale à ce qui aurait existé pour du tout fossile. Il ne faut pas augmenter la puissance des générateurs thermiques pour y ajouter de l'éolien. L'investissement supplémentaire pour ajouter un système éolien est donc égal à l'investissement pour des éoliennes plus celui du renforcement du réseau pour qu'il transporte l'intermittent généré au hasard des zones où souffle le vent jusqu'aux endroits où se trouve la demande.

## Rendement du backup éolien

Les lobbies éoliens veulent faire croire que ce qui est généré par le vent remplace ce qui était généré par les centrales thermiques. Cependant des centrales thermiques utilisées en mode cyclique ont un plus mauvais rendement (que les électriciens n'ont jamais osé mesurer, ou, s'ils l'ont fait, n'ont jamais pu le publier.)

Cela fait supposer que l'énergie intermittente produit une économie de carburant qui est annulée par cette perte de rendement. En effet, en régime variable, les TGV fonctionnent en mode « turbine à gaz » avec un rendement, disons, de 40% alors qu'en régime régulier, elles ont un rendement de 50% (une différence de 20% qui annule le gain de ce qui est produit par l'éolien avec un taux de charge de 20%). Un rendement diminué fait consommer plus et donc le bilan de carburant ne montre aucune économie et émet autant ou plus de CO<sub>2</sub>.

## La faible énergie à extraire des renouvelables

L'éolien et les panneaux solaires ne couvrent aujourd'hui que moins de 3% de la consommation électrique occidentale et de façon inefficace à cause de l'intermittence. Une solution qui ne résout que 3% (ou moins de 15%) du problème ne sert à presque rien.

Les Écolos pensent différemment, ayant leurs propres journaux, qu'ils qualifient de scientifiques, qui ne leur distillent que des vues faussées par leurs dogmes.

## Les coûts annexes de la priorité d'accès au réseau

Les énergies intermittentes produisent souvent des pointes de production de courant. Celles-ci peuvent arriver pendant des périodes creuses (pendant la nuit et le week-end où la consommation moyenne est le tiers du maximum), à des moments où personne ne peut l'utiliser, ce qui force à déconnecter des générateurs et limite l'utilité de toute extension du système intermittent. Pour des taux de charge de 20%, la production maximale peut monter par moments à 100%, ce qui est 3 fois plus que pendant les périodes creuses et qui nécessite souvent de déconnecter les éoliennes. La limite où de nouvelles éoliennes sont pratiquement plus handicapantes qu'utilisables, serait alors de 7% de renouvelable. Le nucléaire écoulé sa production pendant les périodes nocturnes creuses en la stockant dans des STEP. Contrairement aux catégorisations introduites par le lobby AGW, des centrales nucléaires et leurs STEP forment une catégorie globale et indépendante de production électrique.

Les règlements anciens (vers 1990), qui avaient donné priorité au renouvelable, avaient décrété que les réseaux devaient payer des compensations pour les périodes où ils étaient contraints techniquement de refuser l'accès au réseau. Comme on ne peut pas mesurer un courant virtuel, l'amende était égale à l'énergie éolienne maximale qui aurait pu être produite pendant cette période. Les comptabilités comparatives du prix de l'éolien ne tiennent pas compte de ce supplément qui croît avec le taux de pénétration des renouvelables.

## Des technologies de stockage encore à découvrir

Tout pourrait changer pour l'intermittent si l'on trouvait des systèmes de stockage économiques et rentables. Les systèmes de pompage/turbinage (STEP) nécessitent la construction d'un

barrage étanche en altitude. Pour équilibrer la production nucléaire, il faut une capacité de stockage entre la production excédentaire de nuit et la période de forte demande de jour, soit pendant une demi-journée. Pour stocker de l'énergie intermittente entre les périodes venteuses et calmes, souvent distantes d'une semaine, il faut des réservoirs 14 fois plus volumineux, ce qui est hors de prix. Il n'existe pas de système de stockage de l'intermittent à prix abordable, sauf s'il y a des vallées propices à l'installation de barrages, comme dans quelques fjords norvégiens.

La production d'énergie par fusion (Cadarache) fait l'objet d'une recherche qui a plus de chance de réussir que du stockage à bas prix. On ne peut pas baser des décisions d'investissements importants sur des espoirs de rentabilité non démontrés.

## Coût du transport de l'électricité

Pourquoi n'y a-t-il pas de centrales thermiques au gaz en Russie avec des lignes électriques qui amèneraient le courant en Europe de l'ouest (ou depuis des centrales hydrauliques à Inga au Congo)? La réponse est que le transport d'énergie par de l'électricité est une solution très chère, beaucoup plus chère que le transport de gaz par gazoduc. Le convertisseur, qui recharge votre PC et convertit du courant alternatif en continu, est souvent chaud. Cela illustre la perte d'énergie pour alimenter un PC portable (appareil de 50W). Pour transporter 3 GW (la production d'une centrale nucléaire de 3 réacteurs), il faut, à chaque bout de la ligne, un convertisseur pour élever une puissance 60 millions de fois plus grande à une tension de 500 kilovolts en continu (ou l'inverse). Même avec des technologies qui ne sont pas encore au point, les pertes minimales en ligne pour transporter du courant continu à très haut voltage sont au moins de 3% pour 1000 km et, pour les convertisseurs de courant alternatif en continu ou inversement, de 3 à 6% de chaque côté.

Le renforcement des réseaux de transport et de distribution est indispensable au développement de renouvelables intermittents. Cela peut doubler le coût de l'éolien. Ce coût doit donc lui être attribué. Mais les comptabilités officielles du renouvelable n'ajoutent pas ce prix dans les documents qui sont présentés aux décideurs, un aspect de l'étendue de l'arnaque dans les milieux officiels.

## Les sondages confirment les désinformations

Des sondages truqués - pour faire croire que les gens aiment l'éolien - ont été commandités par le lobby éolien. Une conséquence imprévue de ces sondages arrangés est qu'ils révèlent combien les citoyens sont désinformés par les campagnes médiatiques vantant l'éolien. Alors que le prix des renouvelables a déjà fait augmenter leurs factures d'électricité et que ce n'est que le début d'une augmentation inexorable, les réponses montrent que la plupart des consommateurs n'ont pas fait le lien entre le prix des renouvelables et celui de l'électricité et ne savent toujours pas que l'éolien est beaucoup plus cher que les alternatives.

## Les renouvelables et la crise économique

L'électricité produite par de l'éolien ou du solaire revient bien plus cher que les alternatives, fossiles ou nucléaires. *Le bug des renouvelables intermittents survient parce que ces énergies ne sont pas rentables.* Il est donc impossible de vendre de l'électricité intermittente sur un marché libre. Le marché libre de l'électricité a donc du être remplacé par un pseudo-marché où les renouvelables ont la priorité d'accès au réseau, en plus de bénéficier de tarifs fixes et garantis (CV ou FIT), de subsides et de quotas.

On ne peut pas libéraliser là où il n'y a pas de marché. On ne peut donc pas bénéficier des réductions de prix qui résultent d'un marché concurrentiel. Les relations publiques du renouvelable s'ingénient à cacher le fait que la libéralisation n'est pas applicable en pratique à la fourniture de courant intermittent ou à des fournitures mixtes.

Une première technique de camouflage est de rendre le système très compliqué. Le prix de l'énergie intermittente est régi

par des combinaisons de règlements qui sont appliqués chacun par des administrations différentes. Différents niveaux de l'État versent des subsides aux investissements pour les renouvelables tandis que des certificats verts sont gérés par d'autres administrations et que la source des subsides vient, soit des budgets fédéraux, soit des budgets régionaux, soit des surcharges sur facture d'électricité. Les informations se trouvent ainsi à de nombreux endroits et sont rendues d'accès suffisamment difficiles pour que personne ne puisse clarifier ce qui se passe dans la jungle du renouvelable, gérée par des spécialistes de l'embrouille.

### Le bug des renouvelables : hors de prix

Pour tenir compte du prix réel des renouvelables, il faut tenir compte des coûts suivants :

- de l'investissement pour produire et installer des aérogénérateurs et des panneaux photovoltaïque, investissement qui ne diminue pas le nombre de centrales thermiques,

- du renforcement du réseau pour l'intermittent,

- de la moindre durée d'utilisation des centrales de backup par rapport à des centrales thermiques seules (ce qui augmente le coût du capital de 18%),

- du rendement réduit du backup (par exemple, passant de 50% à 40%),

- de la nécessité d'un maintien permanent de capacités de génération à démarrage rapide,

- des prix plus élevés en l'absence d'un marché libre pour l'éolien,

- de l'énergie virtuelle à compenser en cas de délestage éolien,

- de la valeur réduite de l'intermittent sur le marché par rapport à celles du courant de base ou à la demande,

- de la faible durée de vie sans pannes des installations.

Ces coûts annexes, opportunément ignorés, rendent discutables les estimations des prix réels relatifs des différents types de courants, surtout quand tant d'opérateurs ont intérêt à manipuler ces prix. Les renouvelables intermittents sont de 2 à 5 fois plus chers que de meilleurs systèmes, ce qui s'appelle ici le « *bug des renouvelables* ». L'Europe fait semblant d'ignorer que ses difficultés économiques proviennent en grande partie de ces coûts internes de l'énergie, majorés à cause des renouvelables.

### Les renouvelables et la compétitivité entre régions

Le prix élevé des renouvelables rend le prix moyen de l'énergie plus chère en Europe que dans les pays qui n'exigent pas de les utiliser. Les biens produits reviennent plus chers car l'énergie y participe pour une part importante, ce qui augmente le prix à l'exportation, ce qui réduit sa capacité de vendre, ce qui met en faillite des entreprises, ce qui augmente le chômage, ce qui réduit le PIB. L'Europe perd donc en compétitivité.

La perte de compétitivité diminue aussi le rendement des investissements, ce qui réduit l'activité des entrepreneurs, ce qui empêche la croissance, ce qui diminue le pouvoir d'achat de la population, ce qui est à l'origine de la crise économique actuelle en Occident.

L'énergie intervient pour 10% des dépenses d'un pays. Une augmentation de l'énergie de 20% réduit donc le pouvoir d'achat de chacun de 2%. Les statistiques à long terme montrent que le pouvoir d'achat d'une nation développée a augmenté chaque année de 1 à 2% en Occident. Si le coût de l'énergie augmente de 2%, le pouvoir d'achat stagne ou recule. Les mécanismes économiques rendent la situation plus compliquée car le pouvoir d'achat des nantis ne change que lentement et le fardeau des réductions tombe sur la masse de la population des salariés, compliqué par des mises au chômage, des grèves et des réductions de l'investissement qui ont des effets cumulatifs.

Les économistes indépendants sont d'accord pour expliquer la crise actuelle par l'augmentation du prix de l'énergie. Cela est-il dû à l'augmentation du pétrole, contrôlé par un cartel de nations productrices ? Ce fut le cas dans les années 1970. Mais le pétrole et le gaz n'ont plus changé de prix (100 \$ le baril) depuis plusieurs années. Le prix du charbon a plutôt diminué. La seule explication restante est la suivante. C'est l'addition des frais directs et indirects résultants de l'adoption de quotas de

renouvelable qui a augmenté les prix de l'énergie, ce qui a doublé ou triplé le prix de l'électricité.

Le lobby AGW prétend qu'une exploitation des renouvelables était de toute façon nécessaire pour se préparer à l'épuisement prochain du pétrole, une opinion démentie par l'augmentation des réserves de combustibles fossiles, alors que l'énergie nucléaire reste disponible à des conditions plus sûres et sans changement notable de prix. C'est l'idéologie écologique qui est la principale responsable de la crise économique qui frappe les Européens.

### Support politique des renouvelables

Les gouvernements ont pris l'habitude de subsidier les industries qu'ils veulent développer. C'est une distorsion du marché quand les subsides couvrent de la production et non pas seulement de la recherche. Les lobbies éoliens ont fait un usage maximum de cette entorse aux règles équitables de bonne gestion économique.

Un support supplémentaire est fourni pas une promotion publique des renouvelables. Des organismes publics (c.à.d. financées par l'État) ont été créés. (En France, l'Ademe est un organisme de relations publiques très actif pour la promotion éolienne. En Belgique, l'Apere et d'autres ONG jouent ce rôle aux frais des contribuables).

C'est dans le domaine de la propagande pour l'AGW que les relations publiques ont utilisé les méthodes des régimes communistes. Ils ont lancé des attaques vicieuses contre ceux qui mettent en doute l'amplitude de l'AGW, contre ceux qu'ils appellent les sceptiques, en utilisant les pires méthodes du communisme qui disqualifiaient ceux qui avaient quitté le parti, comme l'écrivain Camus. Les services de propagande soviétiques menaient ainsi des campagnes personnelles contre des personnalités jugées dangereuses, une méthode mafieuse.

Les ONG officielles sont tenues à une éthique minimale mais des ONG subsidiées n'ont pas à se préoccuper de leur réputation, tel que IEW, et osent mener des campagnes de dénigrement personnel de leurs adversaires.

Les Écolos ont mis sur pied un grand nombre d'ONG qui servent à leur propagande. Elles correspondent aux ALSB (associations lucratives sans but), qui se sont multipliées depuis 1980, et ont servi à recaser, entre autres, les militants dits de gauche, lesquels étaient invités pour manifester bruyamment à Rio et aux conférences sur le commerce mondial.

### Financement de la recherche ou de la production

Le monde de la technologie progresse grâce à la recherche. Des gouvernements ont donc compris le bien-fondé de subsidier de la recherche, ce qui est très différent de subsidier de la production (comme cela se pratique dans l'éolien ou le photovoltaïque). Des recherches dans le domaine du transport et du stockage de l'électricité pourraient réduire les coûts de ces systèmes intermittents mais, plus probablement, ces recherches feraient découvrir des méthodes vraiment innovantes rendant les renouvelables aussi inutiles que les chars à bœufs au temps des camions.

Les hommes d'affaires ont l'habitude pragmatique de s'informer sur les prix actuels pour estimer la rentabilité de leurs investissements et ils ne planifient rien sans des données fiables. Si la rentabilité dépend de futurs progrès aléatoires, les règles économiques recommandent de financer des recherches mais aucune méthode économique éprouvée ne recommande d'investir dans de la production déficitaire, comme cela se fait pour des aérogénérateurs qui ne sont pas rentables sans subsides.

### Que faire du monstre ainsi créé ?

L'écologie politique provoque un suicide assisté de l'Europe. (Ce qui perturbe aussi les États-Unis mais pas les pays émergents). Les concepteurs de l'arnaque gazière sont peut-être dépassés maintenant par le succès de leurs manipulations et sont débordés par les exigences d'Écologistes auxquels ils n'ont pas

appris à raisonner objectivement. Ils n'ont plus les moyens d'éviter la crise économique qu'ils ont provoquée et dont ils seraient rendus responsables si le dessous des cartes était révélé. Probablement que les Communistes et les Fascistes ont aussi été surpris par leurs succès et leurs échecs. Au moins, la péripétie historique actuelle n'occasionne-t-elle que peu de morts (seulement à cause de la précarité).

Le pouvoir de persuasion des médias sera-t-il suffisant pour empêcher que les électeurs se rendent compte que la politique énergétique actuelle entraîne un suicide assisté de l'Europe, surtout quand le cartel gazier, annoncé depuis 20 ans par les Russes, se met en place ?

<http://www.leseoliennes.be/histoireole/caucase.htm>

Les événements de Géorgie en 2008 avaient montré que l'Europe n'a pas une organisation efficace pour comprendre les problèmes technologiques et pour prendre des mesures efficaces pour prévenir une catastrophe annoncée suite à sa dépendance énergétique. Ses dirigeants ont été au contraire incités à prendre des mesures qui diminuent sa sécurité énergétique comme de fermer ses centrales nucléaires et d'empêcher une exploitation de ses ressources en gaz de schiste, des mesures qui augmentent le prix du gaz que l'Europe doit acheter à la Russie.

Références : <http://www.leseoliennes.be>

## Table des matières

<i>Une politique énergétique étrange</i> .....	1
<i>Le pétrole dans la politique énergétique</i> .....	1
Le dilemme des pétroliers	1
Comment vendre le gaz naturel excédentaire ?	1
<i>A-t-on provoqué des accidents nucléaires ?</i> .....	1
Faire peur en démontrant les dangers du nucléaire	1
L'accident de Three Mile Island (TMI)	1
Une exploitation de l'accident préparée à l'avance	2
La campagne antinucléaire continuée sans relâche	2
Les enjeux économiques	2
Les vannes fermées de Fukushima	2
Gestion des catastrophes	2
L'expansion bloquée du nucléaire	3
Le financement du nucléaire	3
<i>Rentabilité des générateurs d'électricité</i> .....	3
Le taux de charge des éoliennes	3
Énergies renouvelables, nucléaires ou autres ?	3
Les manifestations de Greenpeace international	3
Où sont les placements rentables ?	3
<i>L'alarmisme lié au climat</i> .....	4
CO2 et réchauffement	4
Quelle influence les hommes ont-ils sur le climat ?	4
L'invention du GIEC	4
Le GIEC est-il scientifique ou politique ?	4
<i>Transformer l'écologie en une religion</i> .....	4
Dogmatisme, sponsoring et principes éthiques ?	4
Exemple de manifeste de l'écologie politique	4
Épreuves des fanatiques confrontés à la réalité	5
<i>Les dogmes écolos du XXIe siècle</i> .....	5
La sobriété énergétique est-elle nécessaire ?	5
Raréfaction des ressources naturelles	5
Confusion des catégories	5
<i>Politique énergétique du renouvelable</i> .....	5
L'invention du renouvelable	5
Un dogme : Le renouvelable est indispensable	5
Les coûts prohibitifs du solaire	6
Comment financer des entreprises non rentables ?	6
Incompatibilité du nucléaire et du renouvelable	6
<i>Les quotas de renouvelable</i> .....	6
Comptabilité des quotas	7
Les bénéfices des promoteurs	7
Comment persuader des politiciens ?	7
Financement des médias	7
Le rôle politique et commercial de la presse	7

L'auto-intoxication des dirigeants écologistes	7
<i>Un parti politique en plus d'un lobby</i> .....	7
L'écologie politique, le lobby des renouvelables	8
Supprimer les obstacles au renouvelable	8
Le dogme antinucléaire, englobant le domaine civil	8
La propagande occulte du parti	8
<i>Les sponsors du mouvement écolo</i> .....	8
Les médias et la propagande écologiste	8
<i>Trucs de propagande</i> .....	8
Histoire des manipulations de l'opinion	8
Comment l'AGW est devenue un dogme	9
Faire confondre des domaines différents	9
Le principe de subsidiarité	9
<i>Gouvernance mondiale et dogmes</i> .....	9
La promotion d'une Europe bureaucratique	9
Les Occidentaux jugés responsables du tiers-monde	9
Un monde dirigé par des bureaucrates	9
Des règles éthiques pour manipuler l'opinion	10
Comment financer du renouvelable déficitaire ?	10
<i>Une pseudoscience étayant les dogmes</i> .....	10
Science et écologie	10
Pollution toxique et pollution bénéfique du CO2	10
Le climat et les taux de mortalité	10
<i>Doctrines économiques inapplicables</i> .....	10
Écologie, avenir de l'emploi et de l'économie ?	10
Un sens opportuniste du slogan « intérêt général »	11
Éducation permanente, un aspect de la propagande	11
Priorité aux relations publiques	11
<i>Écologie et anciens militants communistes</i> .....	11
Récupérer les militants du communisme	11
Collectivisme et motivation économique	11
Une campagne proactive	12
Déclarations éthiques des écologistes et réalité	12
Prosperité sans richesse matérielle ?	12
<i>Les bugs que produisent les dogmes</i> .....	12
Qu'est ce qu'un bug ?	12
Crises du surendettement	12
Investissements non rentables	12
Le bug de la monnaie unique	13
Le bug du renouvelable déficitaire	13
<i>Le camouflage du coût de l'éolien</i> .....	13
Les catégories recommandées par les scientifiques	13
Centrales de backup séparées du renouvelable	13
Les coûts de fonctionnement du backup éolien	13
Groupeage de l'hydraulique et de l'intermittent	13
Les coûts annexes du renouvelable	13
Rendement du backup éolien	14
La faible énergie à extraire des renouvelables	14
Les coûts annexes de la priorité d'accès au réseau	14
Des technologies de stockage encore à découvrir	14
Coût du transport de l'électricité	14
Les sondages confirment les désinformations	14
<i>Les renouvelables et la crise économique</i> .....	14
Le bug des renouvelables : hors de prix	15
Les renouvelables et la compétitivité entre régions	15
<i>Support politique des renouvelables</i> .....	15
Financement de la recherche ou de la production	15
Que faire du monstre ainsi créé ?	15